

UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN.
(U.P.C.)



CAHIERS UPÉCISTES

Etudes - Analyses - Documents...

NUMERO 17

OCTOBRE 1981

RENTRÉE SCOLAIRE.

SANTÉ.

TRAVAIL DES FEMMES.

LA QUESTION DU LOGEMENT

• GAMBIE/SENEGAL

"ZAIRE".

NIGER

PUBLICATION DU COMITE REVOLUTIONNAIRE DE L'U.P.C.



THE
STATE OF NEW YORK

A QUESTION
OF LOGIC

BY

JOHN

NEW YORK

LA VINE - BOUTE - BOUTE - BOUTE - BOUTE

DEPUIS - BOUTE - BOUTE - BOUTE - BOUTE

SANTE - BOUTE - BOUTE

LE DROIT - BOUTE - BOUTE

FEMMES - BOUTE - BOUTE

LA QUESTION DU LOGEMENT ET LE PROBLEME

FONCIER DANS NOS VILLES - BOUTE - BOUTE

par A. BOUTE - BOUTE - BOUTE

GAMBIE - BOUTE - BOUTE - BOUTE - BOUTE

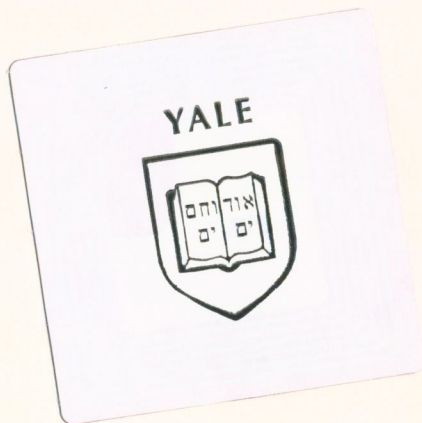
NIGER - BOUTE - BOUTE - BOUTE - BOUTE

51 N

23721390 2371340

"23721390" BOUTE - BOUTE - BOUTE - BOUTE

BOUTE - BOUTE - BOUTE - BOUTE



CAHIERS UPECISTES

N° 17

Imprimerie Spéciale de l'UPC

Octobre 1981

SOMMAIRE

LA VINGT-DEUXIEME RENTRÉE SCOLAIRE
DEPUIS L'INDEPENDANCE : J.ONDOUA; J.MBALLA 5

SANTE, UNE POLITIQUE D'ASSASSINS: K. SHEGE 23

LE DROIT AU TRAVAIL DES
FEMMES : A. MPELE, T. YAMBO 28

LA QUESTION DU LOGEMENT ET LE PROBLEME
FONCIER DANS NOS VILLES (Notre dossier)
par E. ATANGANA et Tobie YAMBO 35

GAMBIE/SENEGAL : UNE LECON, par E.IDAKE ... 75

NIGER : BOOM ECONOMIQUE ?, par CISSE MOUSSA 80

"ZAIRE" : UN PAYS RICHE
MAIS MALADE, par MENGUE ZEZE 85

INFORMATIONS ET COMMUNIQUE 89

PAGE CULTURELLE (POESIE) 105

La 22è Rentrée depuis l'indépendance

J. ONDOUA , J. MBALLA

Septembre-Octobre. La rentrée des classes. Chaque année les mêmes sons de cloche, les mêmes men songes des mêmes personnes. Aujourd'hui, pour la 22è fois depuis qu'en mai 1960, Ahidjo et sa cli que ont été imposés à notre pays. Les mêmes dif ficultés pour les familles pauvres, dont les en fants ne trouvent pas d'école, pas de collège , pas de lycée ni de faculté lorsqu'ils finissent par atteindre ce stade après les multiples bar rages, de l'entrée en 6è au baccalauréat.

Dans le secondaire, des classes de près de 100 élèves (parfois plus, comme au Lycée Leclerc en 1980-81 dans une classe de seconde !). Dans les écoles primaires, la notion de classe ne signi fie plus grand chose : parfois 200 gamins abso lument abandonnés à un maître unique. A l'univer sité, le gouvernement impose les inscriptions à tous à compter de cette rentrée 81 !

Jacques ONDOUA, Membre du CNR, et Jean MBALLA, tous deux Secrétaires Nationaux de l'UNESK, nous parlent ici de quelques uns des problèmes actuels de l'Ecole Kamerunaise.(1)

1- L'Union Nationale des Etudiants Socialistes du Kame run (en abrégé UNESK) est l'organisation étudiante du MA NIDEM, front-uni populaire conduit par l'UPC. Le Conseil National de la Révolution (CNR) est la direction du Front

IL FAUT ROMPRE LES CHAINES DU NEO-COLONIALISME A L'UNIVERSITE !

UNE situation nouvelle prévaut désormais au sein de l'Université Kamerunaise et plus généralement, dans l'enseignement supérieur de notre pays : la crise du néo-colonialisme scolaire est ouverte.

Il y a deux décennies, lors de sa fondation, l'Université Kamerunaise s'engageait, dès le départ, dans une sorte de cul de sac. Cela, sous la conduite d'hommes de paille imposés à la Nation par les négriers impérialistes français. Aujourd'hui, l'insitution se trouve au bout du rouleau; elle est bel et bien au fond de l'impasse, et il ne pouvait en être autrement ! Car le chemin suivi par le pays a été celui, bien connu, du capitalisme, y compris à l'école.

Ces dernières années en effet, la course folle à l'enrichissement, lancée par Ahidjo pour les bourgeois kamerunais, véritables colons à la peau noire, s'est accélérée en même temps que les gaspillages auxquels ils se

livrent, et la dilapidation des richesses nationale qu'ils pratiquent au service de leurs maîtres impérialistes, se sont accrus.

Il en a découlé des effets sociaux graves pour notre peuple et sa jeunesse.

Les délégués du gouvernement UNC cassent les cases des gens pour mettre évidemment la main sur leurs terrains et les "rentabiliser" au profit des riches, gros ventres de l'UNC. Des "veuves joyeuses" poussent comme des champignons, financées à coup de millions s'envolant en fumée par des gros ventres qui pourraient investir de façon productive s'ils n'avaient pas pour seul idéal de classe sociale le parasitaire, de puiser constamment la grandeur dans la débauche de luxe. D'innombrables lois sur le "vol aggravé" sont décrétées par le tueur national, uniquement parce que l'UNC est incapable de rendre les jeunes utiles pour la société en créant des emplois pour

eux. Des banques américaines viennent compléter l'arsenal capitaliste de pompage de notre richesse en direction de l'Occident. Les denrées de première nécessité continuent de manquer et les prix ne cessent de monter. Etc, etc...

Cette aggravation des conditions de vie des masses, due au capitalisme néo-colonial géré par l'UNC, ne pouvait épargner l'école. Et notamment l'Université.

Que s'y passe-t-il exactement aujourd'hui ?

Le blocage a atteint le comble

Il est des esprits malins qui interprètent les événements universitaires de Yaoundé en termes de "*signe de vitalité*" de cette institution, ou encore, comme des "*crises de croissance*" et qui inventent la fable d'après laquelle "*le gouvernement fait des efforts louables*".

En vérité, tout griotisme mis à part, l'actuelle contestation dans les facultés apparaît plutôt comme l'expression d'une déconfiture généralisée de la politique universitaire de l'UNC.

" Pour l'opinion publique, les fraudes aux examens sont monnaie courante à l'Université; la nourriture destinée aux étudiants est détournée du Restaurant Universitaire le tribalisme et le favoritisme tendent à y devenir la règle du jeu, au détriment, de l'objectivité et de la rigueur scientifique. Aux dires de certains, beaucoup d'échecs aux examens n'y sont que des règlements de compte inavouables, et certains diplômes ne sont obtenus que par la complaisance de certains enseignants. Voilà actuellement l'image repoussante de notre université, que nous renvoie le miroir de l'opinion publique ".

Levant ainsi malgré lui un coin du voile sur cette politique nocive, FOUMANE AKA ME, bombardé par Ahidjo comme Chancelier des lieux confirme ainsi notre opinion, dans son discours cité, prononcé en janvier 1981 à l'occasion de la "*présentation des vœux*"(?) au campus. La situation réelle, bien évidemment, reste bien plus repoussante(sic) que cet essuyé-pieds d'Ahidjo Birawandu peut le reconnaître.

Les conditions de vie et d'études des universitaires, et la politique réactionnaire

re qui en est le fondement relèvent purement et simplement du scandale public.

La capacité d'accueil actuelle du campus de Yaoundé ne dépasse guère 2000 étudiants. Or, il y en a environ 10.000. Le gouvernement crut dégonfler les effectifs en créant 4 Centres Universitaires spécialisés à Douala, Buéa, Dschang et Ngaoundéré. C'était il y a quelques années. Mais il ne trouva pas utile de construire de nouveaux locaux, nécessaires, dans la capitale, qui soient à la mesure l'arrivée de milliers de nouveaux bacheliers (en dépit des barrages malthusiens de l'enseignement secondaire (à l'entrée en 2^e puis Examen Probatoire, et enfin Baccalauréat)).

Résultat : la résidence universitaire, construite, il faut le rappeler, au début des années 60 par *"la Fondation Française"*, ne loge qu'une poignée d'étudiants. Les autres, plus de 90%, se trouvent dans l'obligation de payer chez des particuliers des loyers chers correspondant souvent au tiers ou à la moitié de leurs revenus !! Dans la mesure où les autobus qui assurent le

transport des étudiants n'existent plus, ces jeunes, au détriment de leurs études, se trouvent parfois, soit condamnés à faire chaque jour de longs km, soit à se soumettre aux tarifs usuriers des locataires assez près du campus. Dans un cas comme dans l'autre, ils arrivent à la faculté dans un état de fatigue qui ne peut que nuire à leur travail.

Le Restaurant Universitaire fonctionne quant à lui, dans des conditions de légende. Pour y manger un repas de mauvaise qualité, il faut, pour certains, faire la queue de 11h à 15h, et assister au spectacle affligeant d'adolescents de la ville mendiant un peu de nourriture comme dans une zone sahélienne où la famine sème la mort. Pendant ce temps, ses gestionnaires, impunément, détournent les vivres sans que "les autorités compétentes" s'estiment obligées d'intervenir le moins du monde. Il faut rappeler, c'est vrai, que la devise secrète de l'UNC est que *"chaque chèvre doit brouter là où elle est attachée"* !

Il est superflu de parler

des amphitéâtres. Il n'y a qu'un seul grand amphithéâtre, sur nommé "Chine Populaire"(!) Théoriquement, il est prévu pour 700 étudiants, mais il s'y entasse habituellement 1500 à 2000 étudiants les retardataires étant obligés de participer (une façon de parler) aux cours de l'extérieur de la salle. Il est vrai que plusieurs, une bonne proportion même, sont souvent des espions, envoyés par la police politique (le SEDOC de Fochivé Mahma) pour voir s'il n'y a pas de "subversion".

La bibliothèque conserve sa structure du début des années 60, à une époque où l'Université ne comptait à tout casser que quelques étudiants. Les ouvrages essentiels manquent de façon chronique, et les cadeaux, souvent empoisonnés, de certaines institutions occidentales et de certains états impérialistes qui donnent, de temps en temps, des livres bidon, ne suffisent évidemment pas à masquer la pénurie.

Les étudiants sont également victimes de méthodes dictatoriales de certains, parmi les enseignants, qui se comportent parfois tels

de petits roitelets. Ils tentent souvent à la tête du client, et offrent parfois ces sujets d'examen aux "filles gentilles". NTAMACK YANA, Docteur de la Faculté de Droit, aurait ainsi distribué plus de 300 Zéros en juin dernier, pour avoir été soupçonné d'organiser des "fuites" sur les sujets des épreuves en direction des bons payeurs en espèces ou en nature. De nombreux professeurs blancs pratiquent de leur côté, en douce, un racisme qui, pour se croire subtil, n'en reste pas moins abominable.

Cherchant à découvrir les "meneurs" lors des luttes, et à placer ses barbouzes à des points stratégiques, la police politique du chénapan de Fochivé, omniprésente au campus, symbolise également à sa façon la faillite totale de deux décennies de néo colonialisme sous l'UNC. Voici un exemple des basses besognes entreprises. Lors de la dernière grève, certains représentants d'amphi furent appréhendés. Comme les étudiants réclamaient leur libération, "on" leur a envoyé des individus qui n'avaient jamais rien eu à voir avec la fac, croyant tirer un profit du fait que les étudiants ne se connaissent en

général pas tous. Les bandits de la DIRDOC surveillent même les salles quand il y a grève, et relèvent, sans honte, les noms des enseignants qui ne sont pas derrière leur bureau, dans une salle vide !!

Autre grande préoccupation des universitaires kamerunais : les débouchés, et l'intégration professionnelle. La triste réalité est en effet que, aujourd'hui, dans notre pays, il y a de plus en plus de jeunes universitaires, titulaires d'une licence d'enseignement supérieure, et qui chôment sans aucune perspective.

Cette situation est tellement cruelle que dernièrement, lorsqu'il s'est agi d'ouvrir un établissement, à Kousséri où vivent les réfugiés du Tchad, les observateurs ont assisté à un extraordinaire phénomène significatif : le journal de 13h (à la radio) venait à peine de convoquer des bacheliers au ministère de l'éducation nationale en vue du recrutement de quelques enseignants, qu'en l'espace d'une heure ou deux, des dizaines et des dizaines, non pas de bacheliers mais de licenciés, envahirent,

comme des fourmis, la "maison" de Zé Nguélé, pour proposer leurs services. Mais, ils trouvèrent les portes.. closes ! En effet, derrière les coulisses, les choses avaient déjà été réglées, et il y avait trop peu de places pour tant de "fainéants" n'est-ce pas, Mr Bandolo ?

Pendant ce temps, une pléthore de "coopérants" occupent à l'aise la place de cadres nationaux "oubliés", démontrant ainsi aux yeux de tous, qu'Ahidjo Birawandu, dit Le Bituré, est fier d'être LE BOY DES ETRANGERS et que la kamerunisation réelle des cadres reste un slogan creux et mensonger dans la bouche du chef de l'UNC.

On ne peut s'empêcher, naturellement, de dire deux ou trois mots du problème épineux des bourses, qui a mis le feu aux poudres à deux, sinon trois reprises. L'expertologue en griotisme qui porte le nom de BANDOLO Henri, nous assure que 75% des étudiants sont boursiers : ça alors ! On s'en était pas aperçu !, disent les étudiants et les patriotes kamerunais du MANIDEM, et tous les autres kamerunais qui sont honnêtes. Mais pourquoi Bando lo ne révèle-t-il pas alors

que des milliers de ces étudiants "boursiers" ne perçoivent que 15.000F CFA et des milliers d'autres 20.000FrS par mois ? Comment peut-on vivre avec des "revenus" pareils, lorsqu'il faut payer un loyer de l'ordre de 7000 F CFA, se vêtir, manger, acheter des livres et d'autres effets scolaires, ensuite se faire véhiculer à la fac par un moyen de locomotion payant, sans compter, naturellement, que certains étudiants issus de familles pauvres ont en fait des personnes à charge vu que près de 2 millions de gens, sinon plus, sont frappés par cette maladie sociale qui a nom le chômage ? Mais le comble des "efforts" de l'UNC et de son gouvernement, c'est que plus de 5.000 étudiants ne disposent pratiquement d'aucune ressource : ils ne sont pas boursiers et leurs familles ne peuvent pas subvenir à leurs besoins ! ! Il est superflu d'évoquer le sort, dramatique, des étudiants à l'étranger. En France par exemple, il y en a plusieurs milliers : seuls 273 bénéficient d'une bourse cette année 81-82.

Pour terminer avec cette énumération des problèmes affrontés par les étudiants,

un mot sur le problème des diplômes et celui de la planification des échecs. Nous avons eu à lire récemment, un tract lamentable, publié par la fripouille de Joseph Tchantchou, dit le Fou "malheureux tract" où cette nouille croyait polémiquer avec les patriotes kamérunais en Europe, en sa qualité de Président sorti de la prétendue "Section UNC de France". Tchantchou, dans son tract, signalait donc ceci : *"Les étudiants de la faculté des Lettres et Sciences Humaines n'approuvent pas la réduction du nombre de licences proposée par le gouvernement. On (qui ça, "On" ?) a pu comprendre que cette réduction est le résultat de la recherche d'une meilleure adaptation aux possibilités réelles sur le marché de l'emploi"*. Aveu de l'incapacité des mercenaires de l'impérialisme à donner donc du travail aux futurs cadres du pays devant lesquels on ferme ainsi les portes de l'avenir ?

Le dispositif de sélection comprend aussi une mesure comme la mise sur pied, d'une Commission de bureaux crates, chargée de filtrer les candidats pour la maî-

trise et le 3è cycle.

Tel est le triste bilan de blocage et de déconfiture à l'Université de Yaoundé actuellement, brièvement rapporté. Dans un pays où la bourgeoisie est toute occupée à se remplir les poches l'école ne peut qu'éprouver les pires difficultés faute de moyens pour son essor et il ne peut en conséquence y avoir d'autre perspective, pour elle, que le blocage, l'échec; les masses de jeunes étant délaissées au profit d'un élitisme capitaliste qui n'organise que le succès de quelques "lauréats", souvent fils et filles des gros ventres bourgeois. Voilà où gît le néo-colonialisme scolaire.

Ce bilan, les étudiants de Yaoundé le dressent sans la moindre complaisance. Et ils comprennent bien que l'heure sonne pour demander des comptes à l'UNC sur ce néo-colonialisme scolaire qui, de jour en jour, s'aggrave au campus, dans les lycées, dans les collèges et au niveau des écoles primaires.

C'est un devoir pour l'Union Nationale des Etudiants Socialistes du Kamerun, l'organisation des étudiants patriotes qui n'ont pas peur

du soulard sanguinaire, d'assumer ses responsabilités en développant la conscience révolutionnaire de la masse des étudiants et des lycéens et collégiens qui veulent se battre contre la situation intolérable qui existe à l'heure actuelle.

La lutte des universitaires est à l'ordre du jour immédiat

La question qui se pose, face à un échec de cette envergure de la politique scolaire de l'UNC, est de savoir comment sortir notre Université et en fait toute l'Ecole Kamerunaise de l'impasse actuelle. Il existe trois attitudes face à la situation. On s'aperçoit que les deux premières sont conciliables, mais que seule la 3è montre l'UNIQUE VOIE DU SALUT

La première attitude est celle des fantoches. Elle consiste à couvrir "le Gui de éclairé" et les responsables de l'Université de louanges, sous prétexte idiot que la " *maîtrise de la scolarisation* " est réaliste, et que les facul-

tés ne connaîtraient aucun problème sérieux. Ainsi, le 15 Janvier dernier, El Hadj Njoh Mouelle Balthazar, cet ancien Responsable de l'Union Nationale des Etudiant du Kamerun qui a tout "oublié", qui était alors Secrétaire Général de l'Université (d'où il a été viré récemment comme un mal-propre !), Njoh donc, alla jusqu'à *"appeler à notre manière profane la grâce et toutes les bénédictions divines sur l'institution et particulièrement sur celui qui en a la charge suprême"* (sic).

L'ennui si l'on peut dire est que malgré ces louanges les fantoches sont constamment entrain de se battre, comme contre un ennemi fantôme. Alors même qu'ils ne cessent de pousser le cri : *"l'ordre règnera à l'université par tous les moyens"*. Il est vrai que les mercenaires de l'impérialisme osent reconnaître — en cachette bien entendu — que les étudiants pensent comme le MANIDEM conduit par l'UPC. C'est en effet leur idée quand ils déclarent : *"les étudiants sont manipulés"*. Car, qui empêche ces gens-là d'influencer, de manipuler eux aussi la jeunes

se universitaire du pays ? Ne sont-ils pas au pouvoir et n'ont-ils pas l'argent, l'argent et tout et tout ? Ne leur adresse-t-on pas bénédiction divines et profanes, etc, etc ?

Manifestement, ce n'est, de toute évidence, pas par la menace du bain de sang, ou autre chose de ce genre (par exemple l'exploitation des réflexes ethniques) que la crise de l'enseignement supérieur kamerunais, qui a les causes profondes relevées ci-dessus, se résoudra.

La seconde attitude, c'est celle du "juste milieu", caractéristique des éléments flottants qui eux ne considèrent la faillite universitaire de l'UNC, que comme des erreurs somme toute compréhensibles à côté des réussites indéniables. D'une façon ou d'une autre, de tels éléments s'illusionneront indéfiniment sur les capacités du régime actuel à modifier sa politique de l'enseignement. Dans toute lutte étudiante, de tels éléments seront toujours en tête pour se contenter des maigres concessions que le régime accepte parfois avec l'optique de désarmor-

cer l'énorme mécontentement qui existe parmi les étudiants kamerunais. Ces étudiants du "juste milieu" apparaîtront toujours comme demandant de ne pas trop exiger, pour que l'entente s'instaure et que chacun puisse poursuivre ses études en toute tranquillité et décrocher rapidement son diplôme. Partisans d'une certaine *modération, sagesse, etc, etc* ils seront sensibles aux idées du genre : *"le gouvernement nous a donné une partie de ce qu'on demandait ; alors, faut quand même pas exagérer"*. Or, de telles stupidités viennent en droite ligne des officines réactionnaires de l'UNC et de ses forces policières du SEDOC.

La voie du "juste milieu", c'est la voie des transfuges de toujours ; de tous ceux, toutes celles, qui vous rabâchent leur conviction de pouvoir *"changer le régime de l'intérieur"* ; mais qui, invariablement, à force de vouloir *"ménager la chèvre et le chou"*, finissent toujours par être changés, eux par le régime, si jamais on peut penser qu'ils furent différents. Combien de concessions toute cette faune a-t-elle obtenu d'Ahidjo et sa bande depuis plus de 21

ans, pour que la scolarisation devienne démocratique et populaire ? Aucune. Nous devons donc être sérieux ! A force d'hésitations, ou si nous avons peur tout le temps, à moins que tout ne soit qu'un choix politique délibéré, les étudiants se croyant "neutres" dans les luttes sociales, finiront, tout simplement, par étaler leur indignité politique, et dès lors, par être perçus, eux-aussi, comme des traîtres à la cause des ouvriers et paysans, à la cause des masses populaires accablées de misère par l'UNC

La troisième attitude, et la seule correcte, est celle des Etudiants Socialistes du Kamerun regroupés, de plus en plus nombreux, dans leur Union : l'UNESK, aile étudiante du MANIDEM. Son axe central réside en ceci qu'il lutte de manière permanente, pour l'amélioration des conditions à la fois de vie et d'études de toute la jeunesse kamerunaise. Il s'agit de bien comprendre et faire assimiler à tout jeune que son salut réside dans la lutte contre le régime actuel.

Les étudiants doivent lutter aujourd'hui pour faire

céder le régime de Birax et obtenir des améliorations à leurs conditions de vie universitaire.

Ils doivent lutter aujourd'hui et demain, lutter tout le temps pour le renversement de ce régime, pour un régime populaire et démocratique seul capable d'instaurer une Université démocratique, populaire, de progrès.

Comment s'orienter dans la lutte ?

Notre stratégie, la ligne de conduite à suivre pour atteindre les objectifs ci-dessus, c'est la mobilisation, la plus large possible, des étudiants. C'est de la mobilisation des étudiants eux-mêmes que dépendent les victoires du Mouvement Etudiant dans la crise que traverse, depuis plusieurs années déjà, notre Université.

— Se mobiliser dans le harcèlement des "autorités" universitaires" et du Ministère de l'Education Nationale. Il s'agit de revendiquer fermement et non de mendier en pleurnichant.

— Se mobiliser dans la vigilance. Le campus universitaire pullule d'espions que finance "Lucie Fochivé" dit

Lucifer. Il faut donc tout faire pour que la lutte se poursuive sans que les bandits de l'UNC et leur police politique puissent mettre la main sur la Direction du Mouvement Etudiant, et même sur des militants. Il faut éviter d'exposer, pour rien, nos camarades, par simple romantisme militant ou par défaut de prudence. Mais il faut lutter sans relâche.

— Se mobiliser y compris, si nécessaire, jusqu'à la GREVE, chaque fois que la situation l'impose. Accumuler des forces pour envisager une grève bien organisée avec occupation du campus.

Cette stratégie du Mouvement Etudiant Révolutionnaire s'inscrit parfaitement, comme il se doit, dans la stratégie générale du MANI DEM, Front-Uni de lutte en vue de sauver le pays tout entier par le renversement du régime pourri et corrompu de l'UNC. Il n'est pas raisonnable de penser que la seule action des étudiants suffira pour renverser les fripouilles de l'UNC. Aussi les étudiants doivent-ils, absolument, lutter côte à côte avec les masses ouvri-

ères et paysannes de notre pays. Les étudiants kamerunais doivent participer au travail de mobilisation de la partie la plus démunie, la plus laborieuse, de notre Peuple. Les étudiants les plus politisés doivent aider les travailleurs manuels ou intellectuels, à "voir plus clair" dans la situation actuelle, à démasquer l'UNC. Les étudiants, c'est un devoir impératif pour eux, doivent mettre, sans hésiter, leurs connaissances au service des travailleurs kamerunais.

L'Université de Yaoundé ne sortira pas de l'impasse actuelle. Il ne peut pas y avoir une Ecole d'avant-garde dans une société rétrograde, dans une société néo-coloniale. Et l'on ne peut, en aucune façon, battre le néo-colonialisme sans un combat méthodique, de longue haleine.

Dans la période à venir, ce n'est qu'ainsi que les étudiants pourront mettre finalement un terme à la crise, voulue par l'UNC, que traversait l'Ecole Kamerunaise depuis plusieurs années.

Jacques ONDOUA

PROGRAMMES SCOLAIRES, MANUELS D'ENSEIGNEMENT ET EDUCATION NEO-COLONIALE

LES systèmes scolaires, depuis leur apparition, sont un des moyens dont se servent les sociétés en vue d'assurer leur reproduction. Il s'agit, pour différents systèmes politiques,

non seulement de maintenir mais aussi de reproduire, sans arrêt des rapports sociaux donnés. La société, par ce moyen, "se reproduit en se maintenant". Pour la bourgeoisie néo-colonia

le d'Afrique, il faut perpétuer les rapports sociaux iniques existant entre cette classe et les travailleurs, hommes et femmes, d'Afrique. Il convient donc, pour les enfants d'Afrique, de mieux connaître la langue, l'histoire et la géographie, des anciens pays colonisateurs, qui sont les alliés des nouveaux *"colons à la peau noire"*. Tout cela au détriment de notre Continent et de notre pays. Par un judicieux, mais facile à découvrir, dosage des programmes, et à travers le choix des manuels, des pays africains indépendants depuis plus de 20 ans ont réussi à asseoir le néo colonialisme politique, économique et culturel.

Le fait est que, par leurs systèmes scolaires, les bourgeoisies néo-coloniales d'Afrique cherchent avant tout à perpétuer les rapports sociaux qui font d'elles, les classes dominantes : elles défendent leurs intérêts.

Cependant, certains remous dans les programmes scolaires au Kamerun méritent une attention particulière.

Les objectifs de l'école coloniale et néo-coloniale

Introduite chez nous par les missionnaires chrétiens d'Occident et principal support de la colonisation culturelle (et par conséquent complice des négriers), l'Ecole coloniale avait pour but clair, d'anéantir nos cultures, d'assimiler notre Peuple, d'asservir notre pays.

Les programmes se définissaient en fonction de ce but. A cet effet, la ruse et la force ont été utilisées tour à tour et même, parfois, simultanément. Il fallait enseigner surtout la langue du colonisateur pour former des interprètes, véritables courroies de transmission entre le colon et le peuple. Ou encore, donner des leçons, rudimentaires, de calcul, dans le but de former des serviteurs de boutique et magasins des blancs.

Il y a un peu plus de 20 ans, au moment de la décolonisation, les dirigeants actuels ont été choisis au sein des premiers interprètes-courroies de transmis-

sion. Ceux-ci ont toujours cherché à servir leurs maîtres d'Occident, et à renforcer leur système néo-colonial, en dilapidant à qui mieux mieux les richesses de nos pays. En fait, leurs tâches peuvent se résumer ainsi : 1° perpétuer aussi longtemps que possible les rapports néo-coloniaux de soumission à l'impérialisme; 2° maintenir et reproduire les rapports sociaux qui prévalent dans le pays depuis plus de 20 ans

Pour atteindre le premier objectif, on parlera, encore aujourd'hui, de la neige et des gaulois à la jeunesse kamerunaise. Le 2^e objectif lui, est pour suivi à travers une ignorance pure et simple de l'Histoire de notre pays. De puis quelques années pourtant, cela même ne suffit plus. Car, beaucoup de données changent; le contexte général évolue. Le Mouvement Révolutionnaire Kamerunais travaille et, malgré des difficultés absolument énorme, l'UPC et le MANIDEM, lentement, mais sûrement, écrivent par petits bouts, l'Histoire de notre Peuple. On ne peut, par conséquent, plus tromper par n'importe comment no-

tre Peuple, la jeunesse kamerunaise, dont la conscience révolutionnaire se radicalise et se précise. C'est pourquoi, ces derniers temps et de plus en plus, l'UNC, parti unique néo-colonial, veut suivre le mouvement et parle de réforme des programmes scolaires.

Une mystification de plus

Nous l'avons déjà dit : il faut cependant le répéter : par son école, l'UNC vise, à n'en pas douter, l'objectif d'asservir pour de bon notre peuple, à le maintenir dans la misère. Du fait qu'ils possèdent le pouvoir les gros ventres tentent d'imposer ce qui doit être, dans toute la société, l'idéal. C'est ainsi par exemple que, récemment, le Directeur corrompu de l'IPAR (Institut de Pédagogie Appliquée à vocation Rurale) déclarait que *"l'école, produit de la société mais aussi facteur de l'évolution de cette dernière, doit répondre aux besoins des sociétés en préparant le type d'homme conforme à leur idéal"*. Exemple : comme la société de l'UNC a comme i

déal le magouilleur, celui qui ne vise qu'une chose à savoir s'enrichir même si pour cela il doit marcher, avant, sur des milliers de cadavres de kamerunais, eh bien, l'école kamerunaise, aussi, doit former des magouilleurs, des gens qui, dans la vie, doivent avoir un seul et unique but : s'enrichir en exploitant les millions de kamerunais, en fermant les yeux sur la misère de notre peuple... C'est ce que notre directeur de l'IPAR confirmera plus loin en disant : "*il faut adapter l'école aux grandes options et aux grands principes du gouvernement*" de l'UNC évidemment.

Parmi "les grandes options" de nos spécialistes du parti unique, voici par exemple des choses qu'ils veulent introduire ou maintenir dans les programmes en vue de former les jeunes kamerunais : *Comment j'ai retrouvé Livingstone*, de M. Stanley; *Le bourgeois gentilhomme*, de Molière; *Andromaque*, de Corneille; *Candide*, de Voltaire; *Britannicus*, de Racine; *Le mariage de Figaro*, de Beaumarchais etc.. Liste qui peut être, si l'on veut, complétée de la manière suivante : *Poly*

eucte, Les Femmes savantes, Les Lettres Philosophiques, etc, etc.

Il faut naturellement se procurer une loupe pour essayer de trouver les écrivains comme René Philombé, Eza Boto, ou des historiens comme Cheikh Anta DIOP ou, pour ne citer que ceux de la même école africaine d'histoire, Théophile Obenga. Il faut une véritable lunette astronomique pour se trouver en face de textes, écrits par les principaux artisans de l'indépendance de notre pays.

Quelles que soient les savants de l'IPAR pour justifier la présence presque exclusive des Corneille et autres Molière dans les programmes scolaires kamerunais, ils auront beaucoup, beaucoup de mal à nous expliquer pourquoi les français, les américains et d'autres ont omis, par exemple Cheikh Anta Diop ou d'autres auteurs africains, parlant ou non du Panafricanisme, dans leurs programmes scolaires à eux.

Récemment, on a vu aussi, dans l'enseignement, l'introduction d'une certaine

instruction civique dans les programmes par ces "savants" de l'IPAR. A la session de 1981 du BEPC, les élèves de la classe de 3è des lycées et collèges eurent droit à un sujet plutôt curieux. Voici les questions auxquelles il leur fallait répondre :

- 1^o le système électoral au Kameron
- 2^o définir les mots invective et plébiscite
- 3^o quelles conditions faut-il remplir pour présenter sa candidature au poste de conseiller municipal, de député ?

En somme, l'UNC fait discrètement de la vulgarité, mais mauvaise, publicité, sous prétexte de civisme, et autres "idéaux"...

L'UNC, les éditeurs et les libraires: des intérêts convergents

Mais le problème des programmes et des manuels d'enseignement constitue également une réalité économique néo-coloniale actuelle. Voici : " *Il n'y a pas à dire, ils raflent tout. En tout cas, ils ont la part du lion, les édi-*

teurs étrangers. Sur 100 manuels vendus aux élèves camerounais, 98 proviennent de Hatier, Hachette, Nathan ou Foucher ". Ce constat, s'il vous plaît, n'est pas celui d'un révolutionnaire "aigri contre le Grand Parti National de l'UNC". Il est celui des sirènes et griots du régime dans leur journal *Cameroun Tribune* du 7 Août 1981. Deux millions d'élèves et d'étudiants en 1981 à raison, en moyenne, de 10 livres par jeune, cela fait 20 millions de volumes. Si l'on admet, pour faciliter les calculs, que ces volumes coûtent environ 2.000 F CFA chacun, il en découle que tout cela représente un marché d'une valeur de l'ordre de 40 milliards CFA chaque année ! Or, il est évident que le prix, moyen, des volumes, dépasse 2.000 F CFA. Tel est donc le juteux marché kamerunais du livre, ceci sans compter le côté des enseignants ! Tout cela, évidemment permet aux négriers français de clamer à gauche et à droite que notre pays est très pauvre..!

Où va cet énorme gâteau de plus de 40 milliards CFA ? Comme l'ont dit les fantoches eux-mêmes, 98% de cette somme va à l'étranger. Naturellement, personne parmi

les gens de l'UNC, n'ose dire au Peuple Kamerunais et à notre jeunesse le montant exact de l'hémorragie de richesse provenant de ce marché du livre. Chaque année, les représentants de ces éditeurs parisiens, les catalogues sous le bras et les millions de pourboires dans les poches des vestes, vont véritablement à l'assaut des ministères. A la valse des pourboires, correspond cette autre valse bien connue: celle des programmes scolaires. Car, changer de programme, c'est évidemment changer de livre, acheter d'autres livres, c'est livrer à nouveau 98% d'environ 40 milliards CFA à Hachette, Hatier, Foucher, etc, etc. Or dans le même temps que les canailles de l'UNC font ainsi valser les livres, les lycées et collèges, par décision des proviseurs et principaux, interdisent l'utilisation des vieux livres, que ce soit ceux déjà utilisés, il y a quelque temps, par le grand frère ou la soeur aînée, ou ceux achetés à la librairie "du trottoir". Donc les "libraires assermentés" peuvent être tranquilles et se frotter les mains. Ainsi pendant que l'UNC, en haut lieu, travaille pour les éditeurs français, son admi-

nistration scolaire travaille pour les gros barons de la librairie. Les seuls kamerunais à perdre dans cette affaire, ce sont les parents qui paient, et les élèves qui veulent étudier. Nous sommes donc ici en présence d'une véritable mafia, d'un véritable "milieu" qui fonctionne, avec, comme pour les autres, des gros bonnets et des fripouilles au service des grands bandits, etc, etc.

Après plus de 20 ans, qu'en est-il de la production nationale des livres que l'indépendance aurait dû faire démarrer et développer? La seule maison qui vaille vraiment la peine qu'on la cite, les Editions Clé, à Yaoundé, déclare que sur 230 titres cette année, le ministère de l'éducation, n'en a retenu que 2 ! Incroyable, mais vrai ! Ainsi par exemple, *Le lion et la perle*, de Wole Soyinka, ne figure plus aux programmes. Evidemment, chacun sait que ce livre, au lieu de raconter des histoires sur l'hiver et la neige, osait parler uniquement de la tradition africaine ! Et vive, vive l'Unité Africaine que l'UNC et son chef Ahidjo, aux côtés de Sékou, sont en

train de construire à l'OUA Le CEPER (Centre d'Édition et de Production pour l'Enseignement et la Recherche) n'a qu'un titre ronflant. Sa maigre production se limite à l'Instruction Civique, c'est-à-dire à la production de manuels qui vantent les mérites d'Ahidjo, l'éternel candidat unique, et son parti unique UNC. Le reste est laissé aux bons soins de Nathan et Cie.

Face à ce pillage de
l'impérialisme, nous
devons organiser un
vaste Front de lutte

" Le savoir coûte cher, parce qu'il ouvre le chemin de la richesse intellectuelle, et matérielle " , écrivait, sans rire, le journal fantôme Cameroon Tribune le 7/8 dernier. Ce langage donne, à l'évidence, le sens de la philosophie politique de l'équipe de Mr Ahidjo Birawan du, de sa politique néo-coloniale : si vous êtes fils ou fille d'ouvrier, les portes de l'école et du savoir vous seront fermées; si vous êtes enfant de paysan pauvre c'est de père en fils qu'il vous faudra accepter de res

ter campagnard et sans ressources, démunis et en proie à l'analphabétisme.

Pour le moment encore, les gens de l'UNC et leurs maîtres disposent d'un avantage certain au niveau du rapport des forces matérielles, face au Peuple Kamerunais. Mais ça va changer !

Devant le gâteau d'argent les requins du livre, coalisés aux rats de l'UNC, n'économisent pas leurs efforts pour ruiner les familles kamerunaises et piller notre pays.

Les attitudes de résistance à ces profiteurs, adoptées par de nombreux pères de famille et des jeunes obligés de financer eux-mêmes leurs études, contribuent à radicaliser l'ensemble de la population dans l'opposition au néo-colonialisme à l'école.

Mais elles ne peuvent suffire pour mettre fin à la situation désastreuse actuelle. Nous devons nous organiser dans le MANIDEM et pour les étudiants et lycéens, dans l'UNESK, pour renverser les affameurs imposés à notre pays depuis 20 ans.

Jean Mballa

Santé : une politique d'assassins

KAI SHEGE

" Les malades sont aussi responsables de leur mort ". Telle est la déclaration, stupéfiante, de Rigobert MBARGA, directeur UNC de l'hôpital central de Yaoundé.

Chacun sait pourtant qu'avec l'école, la santé est l'un des domaines où la politique de l'équipe de Mr Ahidjo est une vraie politique d'assassins. Les bourgeois s'en moquent : ils vont se faire soigner en Europe. Tandis que leurs agents, dans la presse écrite ou à la radio, racontent des tas et des tas de bobards pour faire croire au Peuple Kamerunais qu'il doit attendre des miracles qui, évidemment, ne se produiront jamais.

KAI SHEGE répond brièvement aux fables de l'UNC

A PREMIERE vue, une déclaration comme celle de Mr Mbarga ferait sourire. Et en réalité, ne mériterait que cela si elle ne venait pas d'un haut responsable de la santé dans notre pays, et s'il ne s'agissait pas de la santé de notre Peu-

ple. En effet, les responsables de l'administration du pays, pour la plupart, sont chargés de répandre à tour de bras toute la gamme d'idées que secrète la bourgeoisie pour tenter de tromper les travailleurs, étant donné qu'ils sentent

bien que le Peuple Kamerunais, après plus de 20 ans d'une politique absolument "folle", réalise de plus en plus que *"tout cela n'est, en réalité, pas le fruit du hasard, ni une malédiction de Dieu"*, mais le résultat d'une volonté délibérée de gens (les dirigeants UNC), pour maintenir les pauvres dans la misère, tandis que les riches s'enrichissent. Après 22 ans, Ahidjo et sa bande ne pourront plus indéfiniment masquer les responsabilités énormes qu'ils assument dans la misère de notre Peuple en matière de santé notamment.

Hôpitaux débordés

Chaque fois qu'on pénètre dans l'enceinte de l'hôpital central de Yaoundé, ou de l'hôpital Laquintinie à Douala, on se dit toujours que *"c'est encore pire qu'avant"* ! Les malades en piteux état, sont couchés, sans soins, à même le sol, dans des locaux sales. Une odeur nauséabonde difficile à supporter vous accueille. Mais tout cela, Mr Ju les Rigobert Mbarga, ne le voit jamais tout en le côtoyant tous les jours.

Trois questions essentielles

les et élémentaires viennent alors à l'esprit des gens sensés : comment a-t-on pu arriver là et pourquoi ? Que fait le gouvernement pour que ça change ? Peut-on faire mieux que ce que fait le gouvernement ?

Affairisme bourgeois depuis 20 ans

Depuis l'indépendance en 1960, l'infrastructure sanitaire populaire du pays, n'a fait que se dégrader, d'année en année. Rien n'a vraiment été fait pour que les Kamerunais pauvres aient la possibilité de bénéficier de soins médicaux. Au contraire, le gouvernement a laissé se développer une médecine privée, source de profits pour les riches et les spéculateurs, médecine inaccessible aux familles pauvres : construction de cliniques multiples principalement à Douala et Yaoundé, mais aussi, de plus en plus, ailleurs.

Aucun programme de construction de dispensaires, d'hôpitaux, de pharmacies, n'a été conduit depuis les années 1960. Or, comme la population du pays a connu une augmentation (du reste

raisonnable), il était inévitable qu'on en arrive aujourd'hui à cette situation.

L'UNC "agit" en racontant des énormités

Pour l'exercice 1980, l'UNC a consacré 90 millions CFA à l'équipement sanitaire. Mbarga le sait parfaitement. En plus, il sait très bien, que c'est très insuffisant, compte tenu des besoins. Et il le dit lui-même.

Mais, quand vient le moment de conclure naturellement à qui incombe la responsabilité de cette situation de pénurie chronique (l'UNC), Mr Mbarga se dérobe et pire encore, se met à sortir des énormités du genre suivant : *"Même en mettant TOUT LE BUDGET NATIONAL au service de la santé publique, il n'est pas sûr qu'on atteigne les résultats escomptés. Le gouvernement NE PEUT DONC PAS TOUT SUPPORTER"*. Bien entendu. C'est un peu comme si on disait : même en mettant tous ses efforts à expliquer à Mbarga Rigobert, que c'est la politique criminelle de l'UNC d'Ahidjo B qui mène notre pays à la catastrophe, ce pauvre bougre

"n'y comprendra que dalle" et il n'est donc pas sûr que l'on atteigne les résultats escomptés. Le Peuple Kamerunais ne donc plus supporter ce genre de menteur.

Voici donc la thèse du régime : si vous êtes malheureux, ce n'est pas la faute du gouvernement, CAR IL NE PEUT PAS TOUT FAIRE.

Mais, "a Mbarga Rigobert", personne n'a jamais demandé au gouvernement de TOUT faire. Les kamerunais lui demandent seulement de faire son boulot, mais tout son boulot et rien d'autre que son boulot.

Vous pensez bien : le palais d'Ahidjo, à Etoudi en banlieue de Yaoundé, coûtera au pays plus de 100 milliards CFA. Si la moitié, rien que la moitié, de cet argent, était consacrée à l'équipement sanitaire de notre pays, les kamerunais s'en porteraient mieux.

Le petit Mbarga affirme : *"les malades sont responsables de leur mort, parce qu'ils se présentent au dispensaire au moment où ils agonisent"*. Tel quel ! Incroyable mais vrai ! Après ceci, si l'UPC traite Mbar

ga de canaille, il y aura quelques personnes pour oser prétendre que nous insultons trop les gens...!

Mbarga Rigobert ne peut pas ignorer pourquoi nos compatriotes, de plus en plus, ne viennent à l'hôpital qu'au tout dernier moment : non seulement il faut avoir de l'argent et payer, mais encore, même après avoir payé, on n'est pas sûr d'être convenablement soigné. Il arrive même que les gens redoutent les hôpitaux à cause de l'insécurité qui y règne.

Quel kamerunais n'aurait pas encore entendu dire au tour de lui : "si je suis malade, je préfère mourir que d'aller à l'hôpital La quintinie" ?

Mais tout cela, Mr Mbarga feint de ne pas le savoir. Mais pourquoi feint-il ainsi d'ignorer la situation des kamerunais ? Tout simplement parce que ses poches sont pleines à craquer de sous de la corruption. Alors, il se fait un des propagandistes de tous les mensonges bourgeois que diffuse l'UNC. Comme celui-ci, que raconte, un peu "sans faire exprès"

Ferdinand Tewafo dans leur *Cameroon Tribune* le 21 Août dernier : "Pour être opéré il faut payer. La Palisse ne dirait pas mieux".

Mais non, Mr Tewafo ! Votre La Palisse a beau dire des bêtises, il ne peut pas conter une chose pareille ! Car, figurez-vous, Tewafo, qu'il est possible que, si les intérêts du peuple préoccupent avant tout un régime, on puisse se faire opérer sans rien payer. Comment ça ? Il suffit que la santé soit gratuite. Tout simplement ! Et c'est justement ce que fera le MANI DEM conduit par l'UPC, ainsi que chacun peut le lire dans le Programme du MANI-DEM qui circule clandestinement dans le pays.

Peut-on faire mieux ?

Indiscutablement, OUI.

Il est vraiment difficile, très difficile de croire, comme le disent les personnes payées pour propager bobards sur bobards dans notre Peuple, que le Kamerun n'est pas assez riche pour améliorer sérieusement la santé des kamerunais. Notre peuple travaille dur, produisant beaucoup de riches

ses et d'argent. Mais cet argent, la bourgeoisie kamerunaise le prend pour elle-même, ne laissant rien ou presque, pour la masse de la population.

Aujourd'hui, il est possible d'instituer "la gratuité totale des soins médicaux (consultations, médicaments ...) pour tous les kamerunais ayant un revenu inférieur à 100.000 F CFA par mois. Ce système (peut être) financé par les patrons capitalistes à travers une taxe L'Etat paiera la taxe pour ses propres employés. En ce qui concerne les travailleurs du secteur privé, la taxe, payée pour chaque salarié par son employeur, sera proportionnelle au chiffre d'affaires de l'entreprise".

Qui dit des choses aussi intéressantes pour le Peuple? C'est le Programme du MANIDEM pour la Transition au Socialisme. L'UNC ne peut pas dire des choses pareilles.

Aujourd'hui, on peut instituer une " *Sécurité Sociale pour tous les salariés qui gagnent plus de 100.000 Frs par mois. La cotation sera payée en partie par les salariés, et en partie par les employeurs, y compris l'Etat* Chaque salarié paiera lui-même 20% du montant de sa cotation, et son employeur paiera 80%".

Qui parle encore comme ça ? Toujours le Programme du MANIDEM conduit par l'UPC.

Pour transformer de telles idées populaires en réalité, il faut lutter contre l'UNC. Sans lutte, les travailleurs n'auront jamais rien de sérieux sous l'UNC. Il faut lutter ferme pour la satisfaction des justes revendications ci-dessus. Leur satisfaction est possible, dès maintenant L'argent existe pour cela. Si non, Ahidjo ne construirait pas des palais de 100 milliards à Yaoundé. Organisons et mobilisons-nous. Dans le MANIDEM ! Pour un autre Kamerun.

K.S.

FEMMES : le droit au travail

Anne MPELE, T. YAMBO

Près de 52% de la population du pays. Un travail éreintant, de 10 à 14 heures, parfois plus par jour. En retour, un statut de "moins que rien, de simple objet de plaisir"(1).

Telle est, en trois phrases, la situation actuelle des 5 millions environ de femmes kamerunaises. Une démagogie infâme de l'UNC, le parti unique de l'éternel candidat unique : Ahidjo Bira wandu, en direction des femmes. Mais aussi, de plus en plus, le réveil politique de celles-ci.

Anne MPELE, qui s'occupe entre autres du travail du MANIDEM parmi les femmes, parle des problèmes de travail de ces dernières, en collaboration avec Tobie YAMBO, lui aussi activiste.

LORSQU'ON parle aujourd'hui du travail au Kamerun, il est utile de préciser qu'avec le développe

ment du capitalisme, il apparaît de plus en plus comme une activité socialement utile réalisée contre un

1-Récemment, une jeune femme faillit avaler de travers, dans un bar avec un ventru UNC. Lorsqu'elle proposa d'offrir à boire à ce monsieur en réglant la note. "M'offrir à boire? Mais qu'est-ce qu'une femme peut bien offrir d'autre à un homme, à part son corps?". Tel quel !...

salaire versé par un employeur. C'est de plus en plus un travail salarié. Mais en même temps, au moins en partie, le travail reste aussi pour certains une occupation économique indépendante, comme par exemple en ce qui concerne les commerçants, artisans, etc... car ils dépensent une énergie, physique et intellectuelle socialement utile, leurs revenus provenant de leurs clients.

L'économie marchande remplace l'économie de subsistance. Elle pénètre déjà à plus ou moins grande vitesse dans les coins les plus reculés des campagnes. Il est devenu alors indispensable de disposer de revenus monétaires pour vivre, et par conséquent, pour un grand nombre de gens, d'avoir un travail salarié.

Comment cette nécessité, désormais vitale, qu'est le travail salarié, est-elle, actuellement, assurée pour les femmes dans le "Cameroun" sous le régime de l'UNC d'Ahidjo Birawandu Matchoudo ?

Les femmes griots du parti unique de l'éternel candidat unique, qui dirigent

l'OFUNC, disent dans un rapport qu'elles ont présenté lors d'un séminaire des Nations Unies sur "La participation des femmes à la vie économique", la chose suivante :

" Les femmes produisent des vivres dans le cadre d'une économie de subsistance, l'adaptant aux exigences d'une économie où la monnaie régit les échanges. Dans plusieurs familles des environs des centres urbains, le fruit de la vente des produits vivriers constitue un apport appréciable ".

Plus loin, elles notent la chose suivante que,

" dans l'agriculture et l'élevage, les femmes travaillent comme salariées. Elles y occupent soit des emplois permanents (3,7% par rapport aux hommes), soit des emplois saisonniers, (13,15%). Elles participent aux activités permanentes de pêche et forestières, dans les proportions de 0,9% et 3,16% ".

Par conséquent, sans aucun doute possible, les femmes, au Kamerun, travaillent. Le régime lui-même le reconnaît. Mais dans quelles conditions?

Dures conditions de travail pour les paysannes

Environ 85% des femmes de notre pays travaillent dans l'agriculture. Elles y jouent un rôle fondamental, notamment dans les récoltes, et les travaux d'entretien. Examinant leur situation, dans la ZAPI(2) du Centre Sud, Guy Belloncle note ce qui suit : "La première donnée fondamentale qui apparaît, c'est que les femmes travaillent nettement plus que les hommes. En effet, en plus des tâches ménagères courantes (cuisine, enfants ménage, lavage, etc.), les femmes assurent la totalité des cultures vivrières, et aident leurs maris dans les plantations, notamment pour le débroussaillage, la récolte et l'écabossage. Au moment de la récolte du cacao notamment, les femmes sont tellement fatiguées, que souvent, le soir, elles se couchent sans manger. Cette surcharge de travail explique en grande grande partie que les femmes soient "usées" prématurément. A 40 ans, la femme est vieille. Un des objectifs que la res

ponsable de la promotion féminine de Mengoumé cherchera à atteindre, c'est que même au moment des plus durs travaux, les femmes puissent avoir une demi-journée de repos par semaine. Aujourd'hui en effet, elles travaillent tous les jours de la semaine jusqu'à la nuit et le dimanche, elles s'occupent de leurs maisons, de la lessive et de leurs enfants. Or, malgré cela, le statut social de la femme reste nettement inférieur à celui de l'homme. "Nos maris ne nous accordent jamais la parole", diront les femmes. De même au niveau des revenus, les femmes ne reçoivent comme rémunération de leur travail que le cacao hors standard. Tant que la récolte n'est pas faite, les hommes font des promesses; mais au moment de la vente du cacao, les femmes ne reçoivent que les déchets et, avec cela, elles doivent encore acheter du savon, du pétrole et même des habits, pour leurs enfants "(3).

Sans commentaire !

2-Zone d'Action Prioritaire Intégrée. Projet agricole gouvernemental visant à développer des "entreprises intégrées"

3-G. Belloncle : *Quel développement pour l'Afrique Noire ?* Nouvelles Editions Africaines, 1979.

Faible participation des femmes au secteur industriel et tertiaire

Outre les paysannes kamerunaises travaillant dans les conditions misérables évoquées plus haut, très peu de femmes participent au secteur industriel et tertiaire. De l'aveu même des "sappacks" (4) de l'OFUNC, leur participation est *"inégaie, et même inexistante dans certains domaines"*. Pour le secteur industriel, elles affirment que l'on compte 8% de femmes dans le personnel de prospection et d'extraction du pétrole brut et de gaz, 7,48% dans l'industrie manufacturière, 4,8% dans la distribution d'énergie électrique et d'eau, 1,85% dans le bâtiment, les travaux publics et les matériaux de construction. Pour le secteur tertiaire, en 1969, notent les sappacks, le secteur public ne comptait que 3341 femmes contre 20779 hommes.

Le droit au travail est en fait refusé aux masses

Tout ceci prouve bien qu'en dehors des bourgeoises et de quelques petites-bourgeoises

les femmes kamerunaises, et en fait les hommes aussi d'ailleurs, ne jouissent pas du droit au travail en Birawandie(5). Les femmes populaires — des couches populaires — occupent rarement un emploi moderne et, généralement, sont écartées des préoccupations quotidiennes du pouvoir fantôme dans les rares moments où il lui arrive de penser à la création d'emplois.

Elles occupent des emplois ne nécessitant le plus souvent aucune qualification, (par exemple comme domestique dans les grandes villes telles Douala et Yaoundé). A cause de l'abondance de la main-d'oeuvre bon marché, les capitalistes, assurés de disposer d'un nombre suffisant d'ouvrières, embauchent de préférence des journalières ou des saisonnières (par exemple des ouvrières agricoles au moment des récoltes, ou pour la conserverie dans la pêche). Outre la précarité et l'instabilité du travail, les tra-

4- Terme populaire qui sert à désigner une *"femme de mauvaise vie"*.

5- Pays sous la dictature infâme d'un Birawandu(Ahidjo)

vaillieuses kamerunaises, avec le régime de l'UNC, ne touchent qu'un salaire de misère, et ne bénéficient, en fait, d'aucune véritable protection au travail, d'aucune assurance sociale. En ce qui concerne les femmes qui n'ont pu trouver un travail, "*la débrouillardise, au quartier*", reste le seul recours. Certaines travaillent comme couturières ou coiffeuses à domicile. D'autres se livrent à un petit commerce de produits vivriers au marché, ou bien préparent des plats cuisinés, qu'elles vendent soit dans les rues (certaines *bayam-sellam*), soit à domicile, (les fameuses *veuves joyeuses*, sic); ou encore, elles tiennent des débits de boissons. Dans toutes ces situations, elles s'exposent alors aux descentes plus ou moins brutales des rançonneurs officiels (du gouvernement) ou officieux (UNC), et des casseurs patentés, envoyés par les gros types de l'UNC qui veulent prendre pour eux ces activités

En plus de ces "faux emplois" et de ce "faux travail" dans lesquels elles se trouvent ainsi confinées, un chômage généralisé, sur toute la jeunesse kame-

runaise, frappe encore plus durement les femmes, secrètement, dans des proportions véritablement catastrophiques pour notre pays, une prostitution dont la bourgeoisie de l'UNC s'accommode fort bien. Ainsi, pour ne citer qu'un seul exemple au début des années 1970, on comptait plus de 20.000 prostituées officiellement recensées dans la seule ville de Yaoundé !

Le droit au travail est une nécessité

Les femmes produisent des richesses dans le pays. C'est leur droit absolu d'en bénéficier, d'en jouir comme chaque kamerunais.

Pourquoi serait-ce seulement aux "grands types" et à leurs femmes s'appacks de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, de bien vivre, alors que toute cette population jouisseuse, en vérité, ne fait même rien de bon dans le pays ?

Tout le monde sait aussi, depuis longtemps, que malgré les bavardages de ses technocrates, la hausse des prix "a dépassé Ahidjo".

De plus, même le problème de la création des emplois " a dépassé Ahidjo " et sa bande d'intellectuels fanfarons. Si bien que , dans de nombreuses familles, le chômage frappe le mari. En de telles circonstances, le salaire de la femme est essentiel dans le budget familial. C'est pourquoi, le droit des femmes apparaît, pour une raison supplémentaire, comme une nécessité vitale.

Les gros ventres de Yaoundé s'engraissent avec le la beur des femmes kamerunaises. Mais que leur donnent ils en échange ? Le rapport des sappacks Tsanga Tsanga Isabelle Ebanda, Germaine Ahidjo et cie, présenté aux Nations Unies établit tranquillement que *"la mère et l'enfant sont très exposés à la maladie au Cameroun . L'insalubrité, la malnutrition et l'ignorance des mères provoquent chaque année un grand nombre de décès de mères et d'enfants"*.

Le droit au travail est nécessaire à la population féminine pauvre de notre pays et plus généralement à l'ensemble des masses populaires pour une 3^e raison. C'est que, avec les revenus

issus d'une activité professionnelle correcte, une femme acquiert la possibilité, réelle, de jouer un rôle social et politique qui lui est refusé aujourd'hui, dans la mesure où elle vit encore en état d'être mineur dont le mari serait le tuteur. Il n'est pas du tout normal que, dans un pays qui vit sous la loi de gens qui se prétendent civilisés, plus de la moitié de la population soit ainsi, comme au Kamerun aujourd'hui pénalisée sur le plan politique. Les femmes qui travaillent ne doivent plus continuer d'être absente sur le terrain politique. Car, il n'y a de doute que les sappacks de Tsanga Tsanga, Isabelle Ebanda, Motazé, Sarah Mwanack et autres Ekotto Alvine, ne peuvent en aucun cas prétendre, avec sérieux, représenter la femme kamerunaise véritable.

Enfin, il est clair que seule une indépendance économique permettra aux femmes kamerunaises de pouvoir résister à toutes sortes de pressions sociales, et de s'affirmer comme des êtres réellement libres et responsable en mesure de s'autodéterminer et de vaincre les pesanteurs rétrogrades diverses.

C'est pourquoi l'entrée mas

sive des femmes dans la production contribuera au développement de la lutte des classes en faveur des ouvriers, des paysans pauvres et de toutes les couches sociales qui ont intérêt au changement dans le pays, hommes et femmes compris. Un tel mouvement réduira alors à zéro l'influence des hommes et des femmes réactionnaires dans les organisations de masse et en particulier dans les syndicats.

L'UNC d'Ahidjo Birawandu Kéféro et ses amis, traite les femmes de notre pays comme des enfants, avec mépris. Leur pouvoir est incapable de donner le plein droit au travail aux femmes des couches populaires

Seule la lutte décidée des femmes patriotes, aux côtés des hommes patriotes, dans les rangs du MANIDEM, oeuvrera à l'avènement d'une société juste où les femmes travailleuses et toutes les couches féminines pauvres et modestes auront les mêmes possibilités d'épanouissement, que tout le monde.

Les femmes doivent, sans attendre rien du tout, participer activement à la reconstruction de l'UDEDEC Nouvelle, sous la forme de l'aile féminine du MANIDEM, mouvement révolutionnaire de type nouveau, qui veut rassembler tous les kamerunais aspirant à une société nouvelle, un Kamerun Démocratique en marche vers le Socialisme

A.M.
T.Y.

Dossier • La Question du Logement et le Problème Foncier dans nos villes

E. ATANGANA, T. YAMBO

Dans les villes de quelque importance, la spéculation foncière et immobilière bat son plein. Les trafics de la bourgeoisie se multiplient à vive allure. Les "nouveaux riches" exproprient les paysans et les pauvres grâce à mille moyens et astuces, par la force ou des lois que l'UNC vote à l'unanimité, et qu'elle fait appliquer par ses polices, ses forces armées et ses sbires. C'est le règne des parvenus et des truands.

Elias ATANGANA, Responsable régional de l'UPC et Tobie YAMBO apportent ici quelques éléments d'information et de réflexion sur le sujet.

L'OPERATION anti-taudis-
destruction systématique
des baraquements où crou-
pissent les travailleurs, le
mauvais état des routes, le
grand nombre d'accidents de
circulation, l'absence d'un
système d'écoulement des eaux
usées, l'absence d'un systè-

me d'alimentation en eau cou-
rante, la spéculation fonci-
ère et immobilière, ce sont
quelques uns des problèmes,
parmi les plus brûlants qui
se posent actuellement dans
nos villes.

A ces problèmes, qui relè-

vent de l'urbanisme et de l'habitat, le parti unique UNC (Union Néo-Coloniale) au pouvoir depuis maintenant. ..23 ans, n'a apporté et n'apporte aucune solution sérieuse. Près de 30% de notre Peuple (la population approximative des villes) ont ainsi vécu et vivent encore dans des conditions inimaginables, scandaleuses

Aujourd'hui, devant l'ampleur des problèmes, les caillottes de l'UNC brandissent un prétendu "*plan d'urbanisme*", dont la fonction est, non seulement de masquer aux yeux des travailleurs le refus des gens au pouvoir d'apporter des solutions concrètes aux difficultés que les kamerunais rencontrent, mais encore,

de créer les conditions permettant à la bourgeoisie de voir ses profits augmenter.

Afin d'apprécier de manière correcte la nature et l'étendue de ces problèmes, il importe d'abord d'examiner, "*le problème de la résidence*", c'est-à-dire de déterminer la répartition de l'espace urbain dans les différentes classes sociales. Il s'agit en fait de savoir qui vit où, et comment il y vit.

L'examen de cette question dans les villes est particulièrement significative, car les différenciations de classes y sont plus nettes que dans les campagnes, à cause de la pénétration capitaliste plus avancée.

"ASPECT GENERAL DES VILLES AU KAMERUN

Notre pays compte environ une centaine de villes. Selon les chiffres officiels 17 d'entre elles ont plus de 20.000 habitants, mais ces chiffres sont des sous-estimations évidentes.

La plupart de nos villes, présentent le même aspect. Organisées autour du centre

administratif, elles ont tous les jours leur centre occupé invariablement par la bourgeoisie bureaucratique et commerciale. Les masses populaires, qui affluent vers ces villes par l'exode rural, se retrouvent parquées dans la périphérie et les bidonvilles, "*les mauvais quartiers*" comme on dit.

Ex-Kamerun du temps de la colonisation allemande, Douala reste encore, plus de 20 ans après l'indépendance, la seule véritable porte de notre pays vers l'extérieur. Avec aujourd'hui une population avoisinant 1 million, — aucun chiffre officiel, qui soit crédible, n'existe et la faiblesse de l'appareil statistique du pays est véritablement un sujet de préoccupation —, Douala, sans contestation possible, reste la plus grande agglomération kamerunaise. Ville industrielle, cité administrative et portuaire, c'est manifestement l'un des centres vitaux du pays. Du fait qu'elle concentre plus de trois quarts du potentiel industriel (et donc des travailleurs de ce secteur), Douala, de tout temps, été l'objet d'une attention spéciale par les forces politiques des divers horizons.

La capitale, Yaoundé, reste essentiellement une ville administrative, dont les cigarettes demeurent pratiquement la seule industrie. Ses 500.000 habitants (chiffre également approximatif, pour les mêmes raisons déjà données pour Douala) sont essentiellement des paysans pauvres urbanisés par l'exode

rural, des diplomates, des fonctionnaires, et aussi des bourgeois gros commerçants. Principal centre universitaire du pays habitant l'Université "Nationale", la capitale du Kamerun est, à l'image de Douala et des autres cités kamerunaises, une ville mal entretenue, la bourgeoisie détournant les fonds pour ses affaires.

Avec un taux de croissance moyen de 10% par an, les villes kamerunaises connaissent de graves problèmes, problèmes que le régime n'a nullement envie de résoudre. Les cas de Douala, et de Yaoundé, sont assez éloquentes à cet égard.

LA BIPOLARISATION DANS L'OCCUPATION DE L'ESPACE EXEMPLE DE DOUALA

La répartition de la population à Douala, par quartier selon les revenus, est si évidente pour la masse des gens qu'il ne viendrait jamais à l'idée de quelque kamerunais de bon sens que ce soit de vouloir la mettre en doute. Mais il n'en est pas de même des idéologues de la bourgeoisie néo-coloniale.

C'est pourquoi il est utile d'administrer la preuve que donnent des études scientifiques menées à ce sujet

Dans son étude intitulée, *"Mobilité résidentielle et dynamique à Douala"*, parue dans la revue *Les Cahiers d'Outre-Mer*, Guy MAINET, de

l'Office (français) de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (ORSTOM), a interrogé plus de 1800 personnes, dont plus de 1600 ont répondu à ses questions portant sur les revenus et sur le quartier habité. Les résultats sont notés au tableau 1 ci-dessous.

TABLEAU 1 : Répartition de la population dans les quartiers de Douala par tranches de revenus. A l'intersection d'une rangée et d'une colonne, le nombre indique le pourcentage de gens de la tranche de revenus (rangée) habitant le quartier (colonne). Les revenus sont par mois, en Frs CFA.

Quartiers / Revenus	Akwa	Nord	Centre	Nylon	"Chics" (+)	Total
0-15.000 F	31,3	47,7	43,5	52,9	2,2	37,3
15-25.000	23,1	20,4	25,9	23,5	1,3	20,4
25-50.000	30,3	17,4	18,9	21,6	6,3	21,1
50-100.000	11,9	10,6	8,6	1,8	11,3	8,1
+ de 100000	3,2	3,8	2,9	—	78,6	12,9
Total de réponses	459	139	312	480	229	1612
Sans réponses	59	6	172	2	17	252

(+) : Par quartier "chic", il faut entendre ici Joss, Bonapriso, etc..

La clarté avec laquelle ce tableau montre la répartition *"par classe"* de revenus, de la population de Douala, est si aveuglante, qu'elle frise la méchanceté.

Environ 85% des personnes, dans les quartiers Akwa, et Nord, gagnent moins de 50000 francs CFA par mois. Ce pourcentage "monte" à 88% et plus au "Centre" pour atteindre, à Nylon, 98% ! La proportion des "gens biens" qui habitent ces quartiers n'atteint jamais 4%.

Inversement, dans les quartiers "chics" tels que Joss Bonapriso et consorts, près de 80% des gens ont plus de 100.000 F CFA par mois. Et, si l'on considère tous ceux qui gagnent plus de 50.000, il y en a plus de 90% !

Les faits sont donc là, irréfutables : à Nylon, il n'y a même pas 2 personnes sur 100 ayant plus de 50.000 par mois ! Tandis qu'à Joss-Bonapriso, plus de 90 personnes sur 100 ont plus de 50.000

TABLEAU 2 : Matériau utilisé dans la construction du logement des habitants de Douala suivant les quartiers (et donc les revenus, cf. Tableau 1). En pourcentage d'habitants par quartier (colonne) et matériau (rangée).

	Akwa	Nord	Centre	Nylon	"Chics"	Total
Matériaux rapportés	—	—	2,2	0,6	—	0,7
Carabottes	38,8	36,6	48,9	69,2	3,1	43,9
Planches	28,0	14,2	14,2	16,6	6,7	17,3
Semi-dur	5,7	12,6	8,7	3,8	2,7	6,3
Dur: béton parpaings	27,4	36,7	25,8	9,8	87,4	31,3
Total	528	316	550	500	254	2418

Le Tableau 2 précédent, a la même clarté que le tableau 1 de la page 38.

Ici également, voici les faits : dans les quartiers Akwa et Nord, plus de la moitié des maisons, comme par hasard, sont faites avec du matériau pas dur, donc peu résistant; au Centre, cette proportion monte à plus de 65%, pour atteindre plus de 85% à Nylon, tandis qu'à Joss ou à Bonapriso, moins d'une maison sur 10 est faite avec ce matériau. Inversement par contre, dans les quartiers "chics", moins d'une maison sur 10 est en bois, et plus de 87% sont en dur.

Toujours les faits : une observation même rapide, des Planches 1 et 2 ci-après, montre le grand espace libre dans les quartiers que les gens à revenus élevés occupent à Douala (ici, Joss). Dans le même temps, on voit combien les masses à faible revenu sont concentrées dans les quartiers étroits comme ici à Nkongmondo. Soit en passant, l'ironie, comme souvent, veut que à Joss, les rues sur ce plan portent les noms de grands

colonialistes, tandis que l'unique rue figurant sur le plan de Nkongmondo porte un nom qui semble parler au Peuple le seul langage qu'il faut lui tenir en ce moment...

Les conclusions fondamentales que l'on peut tirer aussi bien des 2 tableaux, que des deux planches ci-après, peuvent être énoncées à l'ensemble du pays. Encore faut-il sans doute préciser que la situation est pire pour les masses, dans les autres villes de notre pays. Rappelons ces conclusions pour Douala :

1. Près de 60% des gens à Douala, ont moins de 25.000 francs par mois, et environ 80% ont moins de 50.000 francs par mois, cependant que 13% de personnes gagnent plus de 100 mille francs par mois.

2. Il existe un APARTHEID évident par l'argent : les gens à haut revenu habitant des quartiers déterminés, entre eux (à part, évidemment, les 10% d'éléments non aisés qui sont simplement les gardiens et autres domestiques), quartiers où les logements en dur sont la règle; tandis que les gens à faibles revenus sont ailleurs, dans

JOSS QUARTIER COMMERCIAL ET ADMINISTRATIF

Echelle : 1/5000

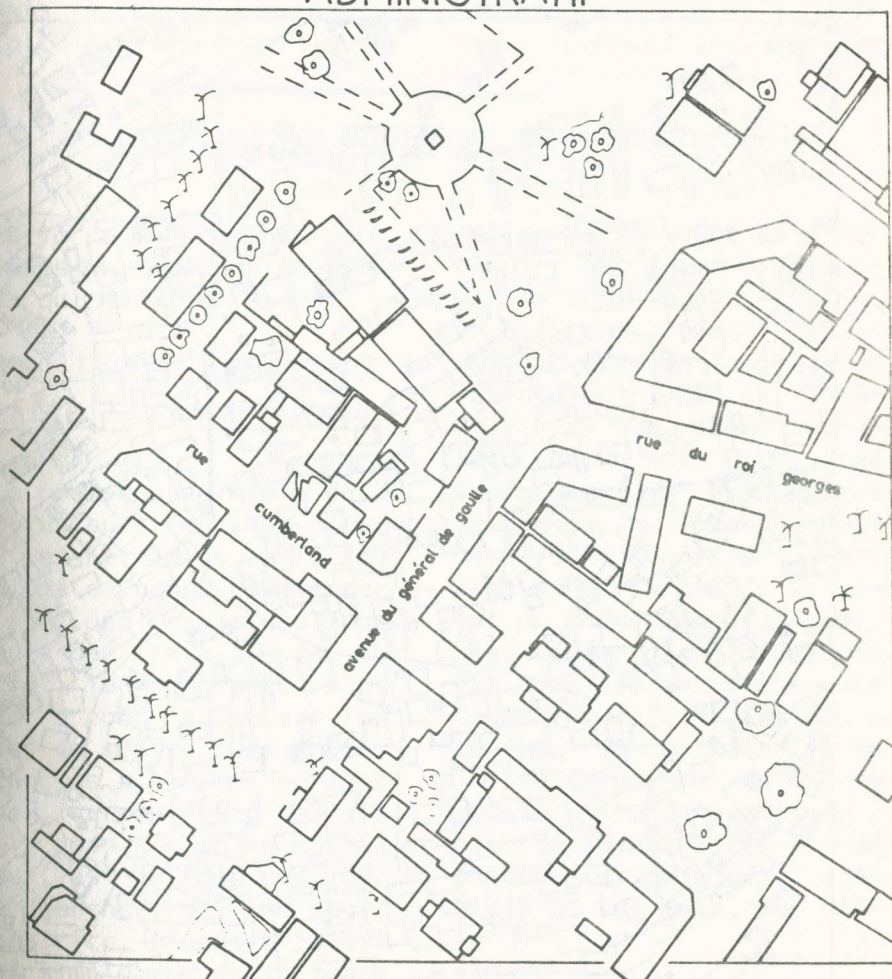
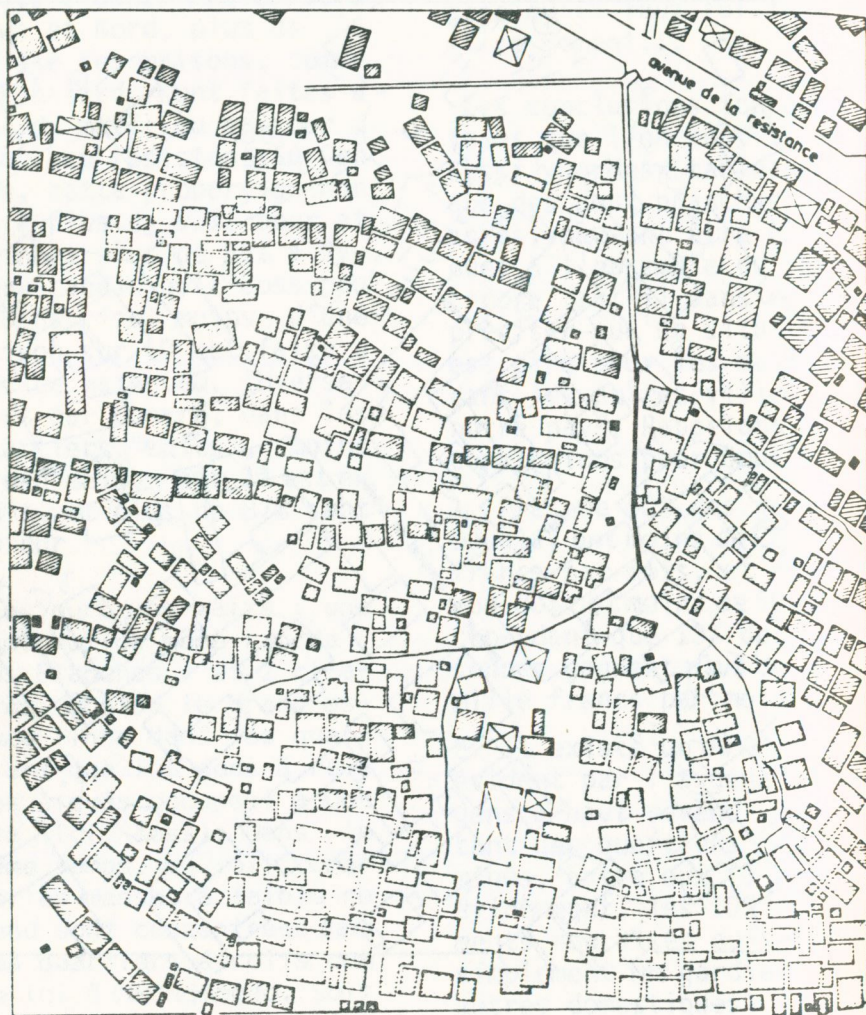


PLANCHE 1 : On notera l'espace entre les immeubles, et le contraste avec la planche de la page 42

NEW-BELL

QUARTIER NKONGMONDO



Echelle : 1/1500

PLANCHE 2 : Remarquez la concentration des habitations!

d'autres quartiers, où les logements en bois plus fragiles les uns que les autres sont la règle.

Mais le Peuple Kamerunais aspire à une vie meilleure

et, de ce fait, supporte de plus en plus mal le cadre de vie que lui imposent les filous de l'UNC. Le lancement d'un soi-disant "*plan d'urbanisme*" a mis à nu la crise du logement dans le pays

LA CRISE DU LOGEMENT AU KAMERUN

Cette crise présente plusieurs aspects complémentaires qui méritent examen.

Conditions de logement difficiles et aggravées

La presse upéciste a déjà à plusieurs reprises alerté les patriotes et la totalité de notre Peuple sur l'état déplorable des logements des travailleurs. En effet, leurs maisons sont encore pour la plupart formées de quatre murs de bois planches appelées "*carabottes*", surmontées d'un toit qui, pour les moins malheureux, est en tôle ondulée. Le plancher, si l'on peut, sans rire, l'appeler ainsi est simplement de la terre battue. Comme sanitaire, un trou sert de WC, un petit baraquement de coin où l'on peut prendre sa douche. Pas d'eau courante, et la popu-

lation est obligée d'aller remplir ses seaux à la borne-fontaine la plus proche, en espérant trouver une qui soit en état de fonctionner. Pas d'électricité en général, bien que, comme le relève Cheikh Anta DIOP, "*les ingénieurs ont calculé que la Sanaga, qui prend sa source à 1400m d'altitude et posède un débit triple de celui du Rhône à Génissiat, peut livrer plus d'énergie que tous les cours d'eau des Alpes réunis*"(1). Comme chacun peut le constater, le majorité écrasante de notre peuple est encore obligée, plus de 20 ans après l'indépendance et de pouvoir d'Ahidjo et ses amis, de s'é-

1- C.A. DIOP : *Les Fondements Economiques et Culturels d'un Etat Fédéral d'Afrique Noire*, Editions Présence Africaine, 2^e éd., 1974, page 57

clairer à la bougie et à la lampe tempête.

L'absence d'égoûts, d'un système cohérent d'écoulement des eaux usées, surtout à Douala (ville où la pluviométrie est l'une des plus élevées du monde) fait que la nuit, il est impossible de dormir, à cause des moustiques attirés par les eaux stagnantes. Cette situation a fait que, en 1980 par exemple, après une seule nuit de pluie torrentielle, tout le quartier de la Briquetterie a été complètement inondé. La population a perdu de nombreux biens, surtout du fait des sapeurs-pompiers qui n'arrivèrent que bien après la fin de l'inondation, quand le soleil avait déjà fait évaporer toute l'eau !

L'absence d'un système cohérent de démenagement des ordures — la voirie ne passe pratiquement que dans les quartiers "chics" — favorise largement le développement de maladies endémiques, telles la variole ou la fièvre jaune et même encore le choléra.

Tous ceux qui ouvrent bien leurs yeux et s'en servent pour voir, savent que

c'est cela la vie quotidienne des masses populaires kamerunaises aujourd'hui.

Difficulté de trouver un logement

Les baraquements des travailleurs sont périodiquement détruits par les autorités. C'est ce que l'UNC appelle les "*opérations anti-taudis*". A Douala comme à Yaoundé, après le passage des bulldozers d'Abdoulaye Epée Michel ou d'Emah Ottou Basile (à Douala ou à Yaoundé respectivement) les gens ne savent plus où se loger. Il est prévu de détruire et non de reloger. Nous avons déjà souligné, dans la presse upéciste, le racisme qui accompagne souvent ces opérations. A Douala, Abdoulaye Youssouf Epée considère en effet qu'il faut "*traiter les habitants de Douala comme on les traitait du temps des colons*"(sic); car, selon ce triste monsieur, les blancs n'avaient pas tort quand ils affirmaient que "*le noir ne sent que par la peau*"(sic) Car, précise Epée, ses "*discours à la radio et dans les séances du parti ne correspondent à rien*".

A Yaoundé, on reste abasourdi quand on constate avec quelle désinvolture le quartier Nlongkak tout entier a été rasé, dans l'unique dessein de construire la route menant à Etoudi, où se trouve le palais d'Ahidjo Birawandu, palais qui nous coûtera plus de 100 milliards, alors que depuis des années, la route menant à Obala est toujours dans un état pitoyable !

La spéculation sur les matériaux de construction ne facilite pas — au contraire ! — la construction de nouveaux baraquements par les travailleurs. On note ainsi par exemple que, en peu de temps, le prix de 2 mètres de tôle ondulée est passé de 750 F à 1.500 F. Le sac de ciment lui a grimpé de 1150 F à 2.000 F. Il y a même pénurie de ciment à la grande joie des spéculateurs, nullement impressionnés par les menaces hypocrites que leur adressait le tartuffe de Médjo Akono gouverneur du Littoral, au cours d'une cérémonie de remise de médailles à la CIMENCAM à Douala en 1980.

Il y a enfin la difficulté pour la petite-bourgeoisie à trouver à se loger à

bon marché pour ses revenus. Les nombreuses villas mises en location sont très chères car, 260.000 F par mois représentent un minimum. Parfois, les prix atteignent... 400.000 F. Il arrive même de temps en temps qu'on rencontre des propriétaires de mandant 12 mois de loyer au comptant, avant de vous laisser entrer dans le logement.

Pour les fonctionnaires, c'est encore plus grave. Les maigres 20% que l'administration prend en charge représentent en réalité une petite goutte d'eau dans la mer et n'arrivent plus à équilibrer le budget des ménages.

Il y a donc aujourd'hui, au Kamerun, une véritable crise du logement. Et cette situation montre que Friedrich ENGELS a vu juste, lorsqu'il affirmait que, l'on parle tellement de cette crise aujourd'hui, parce qu'"elle n'est pas limitée à la classe ouvrière, mais qu'elle atteint aussi la petite-bourgeoisie" (La Question du Logement).

Comment le pays en est-il arrivé là ? Comment les gens de l'UNC envisagent-ils de résoudre cette crise ? Quels sont leurs projets ? Ces interrogations méritent réponse

LA POLITIQUE DE L'UNC EN MATIERE DE LOGEMENT

En dehors de la SIC, Société Immobilière du Cameroun le Birawandu ne dispose d'aucune entreprise "nationale" pour construire des logements sociaux. Cela ne l'intéresse pas. Avec sa bande, il porte toute son attention à la construction de son palais d'Etoudi et ses lieutenants rêvent de lui succéder et d'hériter alors de la maison en marbre. La SIC est un des prototypes même de société coloniale rebaptisée à la hâte de "nationale" en 1960 pour les besoins évidents de la cause. Car il suffit de constater tout simplement que, de 1952 à 1980, soit en 22 ans, cette société "nationale" n'a construit en tout et pour tout, que 5.000 logements au Kamerun, soit la moyenne dérisoire de 180 logements par an. Pourtant, au cours de la même période, la SIC a reçu plusieurs milliards du gouvernement. En 1980 par exemple, l'UNC a attribué à la SIC près de 1,5 milliards de subventions aux frais du contribuable kamerunais : mais en ce qui concerne les logements, on les attend tou-

jours. Cette politique, Hamadou Mustapha, ministre d'Ahidjo théoriquement chargé de l'Urbanisme et de l'Habitat, la reconnaît froidement. Récemment, parlant devant la Commission du V^e Plan (1981-86) chargée d'étudier ces questions, cette Excellence a déclaré ce qui suit : *" le déficit du logement social a été énorme au cours du IV^e Plan "*, ce qui n'empêche pas l'UNC de payer Bandolo et Zambou Zoléko, Jean Ngandjeu etc, pour qu'ils dressent des bilans positifs dans *Cameroon-Tribune*.

Dans la mesure où 4 Plans quinquennaux de 5 ans chacun, soit 20 ans en tout, n'ont rien résolu, il est clair qu'on doit considérer la politique de l'UNC comme pleinement délibérée. Notre parti et notre MANIDEM sont donc fondés à considérer les gens de l'UNC comme des assassins, non seulement des milliers de patriotes qui ont lutté hier et luttent aujourd'hui encore, mais aussi de l'ensemble de notre Peuple.

Car, *"lorsqu'une société*

met des centaines de prolétaires dans une situation telle qu'ils sont nécessairement exposés à une mort prématurée et anormale, à une mort aussi violente que par l'épée ou que par balle, .. lorsqu'elle sait, lorsqu'elle ne sait que trop, que ces milliers d'êtres seront victimes de ces conditions d'existence, et que cependant elle les laisse subsister, alors c'est bien un meurtre tout à fait pareil à celui commis par un individu, si ce n'est qu'il est dissimulé, plus perfide; un meurtre contre lequel personne ne peut se défendre, qui ne ressemble pas à un meurtre parce qu'on ne voit pas le meurtrier, parce que le meurtrier c'est tout le monde, et personne, parce que la mort de la victime semble naturelle, et que c'est pécher moins par action que par omission. Mais ce n'en est pas moins un meurtre." (2)

Comme se plaisent à le dire certains renégats de notre Parti passés à l'ennemi, le Peuple Kamerunais, meurtri depuis plus de 20

ans, va-t-il "oublier le passé et participer à la reconstruction nationale"(sic) alors même qu'en fait de reconstruction, on ne voit en tout et pour tout que l'affairisme des NOUVEAUX RICHES qui ont simplement pris la place des colons blancs? Alors que, manifestement, le parti UNC mérite bien qu'on l'appelle Union Nationale des Criminels ?

La SIC, la MAETUR, le CFC et les particuliers

Le lecteur a déjà pris connaissance de ce qu'est la SIC. Quant à la MAETUR, ou Mission d'Aménagement de l'Espace et du Territoire Urbain, son but est de rechercher les terrains, c'est-à-dire, en clair, d'exproprier les populations. Théoriquement, le Crédit Foncier du Cameroun ou CFC est un organisme de financement.

Les idéologues de l'UNC racontent partout qu'avec ces trois organismes, et grâce à un soutien aux particuliers le régime va résoudre le problème du logement dans notre pays. Sans rire, ils osent avancer comme preuve le projet de construction de 1200 logements cette année par la

2- Friedrich ENGELS : *La situation de la classe laborieuse en Angleterre.*

SIC. Or, comble de ridicule, ces messieurs disent, eux-mêmes, qu'en vérité, il faudrait 15.000 logements par an pour espérer résoudre la crise actuelle. En ce qui les concerne, notre parti et notre MANIDEM, avancent le chiffre de 20 mille logements au moins, chaque année.

Or, un examen même rapide de ces fameux organismes établit sans discussion possible que jamais la crise ne sera résolue par eux. D'abord la SIC. Nous la connaissons : elle ne fait rien; elle bouffe l'argent. Ensuite la MAETUR qui rappelle le FONADER, ou Fonds National de Développement Rural. Cet organisme, dirigé par feu Fou da André, grand copain de Birax, et qui était destiné soi-disant à aider les paysans, à servi en réalité à Fouda et aux bourgeois à s'enrichir et à exproprier les paysans pauvres. Tout le monde à Yaoundé sait qu'avec l'argent du FONADER, Fouda s'est construit tout un quartier dans la ville : le quartier Fouda justement, où il a bâti de belles villas, louées à prix fort à quelques dirigeants de so-

ciétés étrangères. L'exemple du FONADER-Fouda permet de conclure que la nouvelle MAETUR remplira sûrement les poches des bourgeois, et ne donnera que peu de logements aux asses populaires. Enfin, le CFC encaisse les impôts et taxes sociales que paient sans arêter les travailleurs au titre du logement. Avec l'argent ainsi recolté, le CFC doit en principe financer, à la fois les projets de la SIC et ceux de la MAETUR. En réalité, le CFC servira surtout aux monopoles impérialistes et aux bourgeois kamerunais pour opérer encore une fois quelques détournements de fonds, dans le but d'aller s'acheter à l'étranger quelques pavillons, comme le fait l'arri-viste d'Epée Michel...

Quant aux "particuliers", tout le monde les connaît. Ce sont entre autres Onana Awana, Nassourou, Soppo le Roublard, Petit Mbarga Mboa dit le Prodiges. Aider les "particuliers", revient ainsi à aider les bourgeois à se construire des villas, des hôtels, des immeubles. Car chacun sait très bien, que ces voyous ne construiront pas des logements sociaux que réclament les ou-

vriers et l'ensemble des travailleurs kamerunais. Il est impossible que les choses se passent autrement, même avec

le pseudo plan d'urbanisme que l'UNC vient de lancer, comme un os à ronger, pour tous ceux qui sont naïfs.

UN PLAN D'URBANISME PARFAITEMENT BIDON

La canaille d'Epée Michel, menant l'offensive réactionnaire contre les travailleurs à Douala, s'est permis de déclarer que le plan d'urbanisme de l'UNC prévoyait *"des maisons à étages aux abords des grandes avenues. Ce plan ajoutait-il, contribuera à l'embellissement de la ville"*. L'ennui, c'est que Monsieur Epée a la mémoire courte. En effet, quand il expulsait, déjà, au quartier Mozart en 1970, il racontait déjà les mêmes histoires. Or, aujourd'hui, le quartier Mozart, c'est encore plus sale qu'avant. La vérité, c'est d'abord que les expulsions ont pour but de "libérer" tous les meilleurs terrains pour permettre aux bourgeois de les prendre, au lieu que la "populace" les occupe alors qu'elle n'a même pas les moyens de construire de beaux appartements dessus. La vérité, c'est ensuite que pendant des années, Epée a passé son temps à voler le magot, à le "planquer", pour

ensuite s'acheter des appartements à Paris, et Douala est restée aussi sale qu'il y a 10 ou 20 ans.

A Yaoundé, où "règne" désormais le renégat d'Emah Basile (qui se présentait, il n'y a pas très longtemps comme upéciste pour qu'Ahi djo le prenne au sérieux, comme font tous les opportunistes et traîtres kamerunais), à Yaoundé donc, le percement de l'avenue qui relie Nlongkak et Etoudi, le percement du "Boulevard de la Réunification", tous ces travaux ont une signification fondamentale pour les patriotes kamerunais véritables : la bourgeoisie, honteuse, cherche à cacher derrière de grands immeubles modernes, la misère effroyable des travailleurs, des masses populaires. Les upécistes et les patriotes du MANIDEM ne sont pas des dupes naïves. Ils pensent, avec leurs propres têtes, et en même temps, réfléchi

ssent à l'expérience des autres peuples dans leur lutte contre la bourgeoisie et son système capitaliste d'exploitation et de misère pour les masses populaires. Cette expérience nous enseigne que, depuis toujours, la bourgeoisie ne veut pas et ne peut pas résoudre la question du logement. Jamais. Friedrich ENGELS, le grand révolutionnaire et dirigeant des ouvriers allemands et du monde entier au 19^è siècle, faisait justement remarquer à ce sujet :

" En réalité, la bourgeoisien n'a qu'une méthode pour résoudre la question du logement à sa manière, ce qui veut dire : la résoudre de telle façon que la solution engendre toujours à nouveau la question. Cette méthode porte un nom, celui de "Haussmann". Par là j'entends ici, non seulement la manière spécifiquement bonapartiste du Haussmann parisien de percer de longues artères droites, et de les border de chaque côté de grandes et luxueuses constructions; le but pour suivi — outre leur utilité stratégique, les combats et les barricades étant rendus plus difficiles — était la constitu-

tion d'un prolétariat du bâtiment spécifiquement bonapartiste, dépendant du gouvernement, et la transformation de la ville en une cité de luxe.

J'entends ici par "Haussmann", la pratique qui s'est généralisée d'ouvrir des brèches dans les arrondissements ouvriers, surtout dans ceux situés dans nos grandes villes, que ceci réponde à un souci de santé publique, à un désir d'embellissement, à une demande de grands locaux commerciaux dans le centre ou aux exigences de la circulation — pose d'installations ferroviaires, rues etc.. Quel qu'en soit le motif, le résultat est partout, le même : les ruelles et les impasses les plus scandaleuses disparaissent et la bourgeoisie se glorifie hautement de cet immense succès, mais ruelles et impasses renaissent aussitôt ailleurs et souvent dans le voisinage immédiat." (3)

Avant de montrer comment notre Parti et le MANIDEM qu'il conduit s'y prendront en vue de résoudre la crise du

logement, il importe de dire brièvement un mot sur l'état des routes et leur organisation à l'heure actuelle dans le pays. Car ce problème est lié à celui de l'urbanisme en général.

LES RUES DANS LES VILLES KAMERUNAISES

Dans bon nombre de villes, les rues bitumées sont rares, et bien souvent, elles se réduisent à la grand'route reliant la ville au reste du pays. A Douala, Yaoundé, Nkongsamba et autres localités relativement importantes, on compte cependant de nombreuses rues.

Mais ce qui frappe au premier abord, c'est leur état lamentable. Les crevasses partout. A Yaoundé par exemple il est impossible de faire plus de 2 kilomètres sans se retrouver dans une crevasse. Certains accusent les vieux autocars Renault de la Société des Transports Urbains, la fameuse SOTUC. D'autres, qui jouent aux techniciens, mais sont de toute évidence manipulés par l'UNC, accusent la pluie de Douala, ou alors les gros camions qui, à Yaoundé, transportent les billes de bois, d'être à l'

origine de ces crevasses.

En général, la plupart de ces arguments tentent de nier un fait qui saute pour tant aux yeux : c'est ceci que, dans un pays comme le Brésil et d'autres, la pluviométrie est identique à celle de Douala, et cependant, les routes au Brésil sont solides. Le fond réel du problème est que les routes sont le résultat d'un calcul scientifique. En effet, une route est caractérisée par sa durée de vie. C'est-à-dire le nombre d'années pendant lesquelles, par exemple, la chaussée, sans dommage, pourra supporter disons 300 poids lourds de 13 tonnes par essieu et 3000 voitures de tourisme, par jour, etc.. (chiffres choisis pour fixer les idées). La durée de vie de la route est donc une donnée qui est choisie par le constructeur de la route. Naturellement, si le constructeur veut revenir tous les ans, soi-disant pour entretenir la route, il est évident qu'il construira une route d'une durée ridicule. Après quoi, il touchera régulièrement des centaines, des milliers de millions, grâce auxquels il achètera des griots qui vous racon-

teront de long en large que *"c'est la faute à l'autre ou à la pluie, ou au diable, etc, etc"*. Toutes les personnes informées au Kamerun savent qu'Ahidjo et ses copains dirigeants de l'UNC *"se font du beurre"* avec les sociétés capitalistes de travaux publics. Ils leur donnent le monopole des travaux de construction des routes, et se partagent les milliards à tour de bras, sur le dos du Peuple Kamerunais. Parfois même, ils ont carrément des actions dans certaines de ces sociétés. Il est bien connu que le poste de Directeur des Routes au Ministère des Travaux Publics est une véritable sinécure pourvu que son titulaire soit assez combinard lui aussi...

Organisation des routes et Accidents de la circulation

Les accidents de la circulation dans les villes, sont nombreux. La presse, régulièrement, en parle.

Là encore, l'UNC et ses griots s'attachent à véhiculer des idées rétrogrades sinon racistes. Lors

d'une conférence à Yaoundé, Anomah Ngu, Professeur docteur au Centre Universitaire des Sciences de la Santé ou CUSS, déclarait récemment, que la cause des accidents, résidait dans le fait que les nègres étaient incapables, de comprendre les machines, et les voitures. Tel quel ! Naturellement, comme Ngu se trouve être un nègre, l'explication de cette apparente contradiction réside en ceci que Ngu ne comprend absolument rien aux machines et voitures ; mais comme il se prend pour un "calé", il ne peut considérer que lui seul est taré ; il faut donc qu'il mette ses tares au compte de tous les nègres.

Les griots de *Cameroon Tribune*, quant à eux, pensent plutôt que tout est de la faute aux *"chauffeurs qui, au lieu de contrôler les freins et les moteurs de leurs véhicules, font plutôt confiance aux gris-gris et aux amulettes protectrices"*. Parmi les autres inepties des bandits de l'UNC, il y a une culpabilisation systématique des chauffeurs de taxis soupçonnés d'être les *"propagateurs de fausses nouvelles"*. Ils sont ainsi accusés de *"manque de discipline, de courtoisie, etc"*.

Ces accusations laissent parfois tout observateur sérieux quand, relatant un accident de la circulation à l'intérieur d'une ville, l'UNC elle-même met à l'index la mauvaise signalisation, qui prévaut sur les routes et les rues dans notre pays. Il est clair que c'est plutôt de ce côté là qu'il importe de regarder si on désire trouver les causes fondamentales des accidents. Car enfin, à moins d'être totalement aveugle ou tout simplement complaisant à l'égard de ce mauvais régime il est difficile de ne pas remarquer qu'à Douala par exemple, tout le secteur tertiaire est concentré à Bonanjo, et que la plupart des rues partent des fins fonds des taudis de New-Bell ou New-Deïdo pour rejoindre ces quartiers "chics". Connaissant le nombre de gens ainsi drainés, l'absence de

signalisation sérieuse sur les routes, les trafics des gens de l'UNC sur les permis de conduire et les auto-écoles, quand on connaît la lenteur des cars de la SOTUC, qui ne disposent pas de voie particulière pour faciliter les déplacements des travailleurs, alors on est fondé, incontestablement, à dire que les accidents de la circulation ont pour cause fondamentale la mauvaise organisation des routes dans les villes, organisation que l'on doit aux technocrates de l'Union Néo-Coloniale (UNC).

Le Courant du MANIDEM que conduit l'immortelle Union des Populations du Cameroun une fois au pouvoir, ne pourra que changer de fond en comble toute cette organisation, pour mettre en application son Programme, qui a comme axe essentiel, de développer les transports publics

LA POLITIQUE DU LOGEMENT DE L'UPC ET DU MANIDEM

Avant de dire comment et selon quels principes notre parti et le MANIDEM qui se présentent aujourd'hui les seules véritables forces en lutte contre le régime néo colonial, vont résoudre la

question, il importe déjà de rappeler ce que les upécistes et les activistes du MANIDEM demandent au régime de l'UNC en la matière.

Avec l'ensemble des patrio-

tes, l'UPC et le MANIDEM que conduit notre parti, demandent au gouvernement actuel et au régime UNC en général, la construction dès maintenant, de "20.000 logements décents par an pour les travailleurs modestes et leurs familles. Les loyers de ces logements ne devant pas dépasser le quart du salaire minimum"(4).

Cette revendication légitime, comme plusieurs d'autres, est avancée par l'UPC et le MANIDEM, non pas parce que nous croyons en une possibilité de changement, de l'intérieur et par elle-même, de l'UNC archi-pourrie. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Ce dont il s'agit, c'est que "les conditions de vie de notre Peuple sont lamentables, donc il faut se battre pour qu'elles soient améliorées tout de suite. Il faut élargir les conditions dans lesquelles vivent et luttent les masses populaires kamerunaises. Il faut que notre peuple jouisse dès maintenant de plus de liberté." Voilà pourquoi l'UNC, son

régime et son gouvernement doivent satisfaire les revendications de notre Peuple. Les moyens économiques existent dans notre pays pour cela. Le régime de la bourgeoisie ne doit pas et ne peut pas se dérober à la nécessité de satisfaire ces revendications parfaitement légitimes du Peuple Kamerunais.

Connaissant nos "nouveaux colons à la peau noire", et assurés qu'ils ne vont rien faire pour répondre aux demandes populaires, notre parti et notre MANIDEM disent aux patriotes et à l'ensemble du peuple : luttons pour vivre mieux tout de suite, en arrachant des concessions immédiates aux gens de l'UNC; c'est nécessaire et c'est bien. Mais luttons SURTOUT pour chasser pour de bon ce mauvais régime, pour instaurer un autre régime, qui sera celui des travailleurs. Car c'est seulement lorsque le drapeau au crabe noir sur fond rouge du sang des martyrs qu'Ahidjo et ses maîtres impérialistes ont massacrés par milliers, quand ce drapeau de l'UPC flotte sur notre pays, aux côtés des couleurs du MANIDEM c'est seulement alors, que

4- Voir le *Programme Général du MANIDEM pour la Transition au Socialisme*, p.104

pourra être appliqué le véritable Programme populaire qu'est le Programme Général du MANIDEM pour la Transition au Socialisme. En particulier ce qu'il prévoit sur la question du logement.

Suivant le principe fondamental selon lequel *"tout travailleur a droit à un logement correct"*, nous engageons *"une vaste politique de construction de logements corrects pour toute la population. Les prix à payer pour la jouissance de tels logements seront faibles. La priorité pour ces habitations, sera réservée aux ouvriers, paysans pauvres"* et aux autres travailleurs, manuels et intellectuels.

On ne peut évidemment conduire une telle politique à but populaire, sans sanctionner la spéculation immobilière à laquelle se livrent sans aucune honte des gens comme Petit Mbarga Mboa dit le Prodigue, Soppo Priso le Roublard, Franck Capone Nas sourou, Aurélien-le-bien-peigné Etèki Mboumoua, Al Yousof Epée Ngando André Michel,...etc. Comment ferons nous pour récupérer les richesses volées au peuple de puis des dizaines d'années, par ces spéculateurs ? C'est

très simple : il se passera la chose suivante que "les immeubles, villas, hôtels, palaces des bourgeois seront intégralement nationalisés, sans aucune indemnisation." Car, à y regarder de près, on s'aperçoit que "tous ces bâtiments n'ont pu être construits qu'avec l'argent volé aux travailleurs kamerunais et à l'Etat. Ils serviront donc à des tâches d'intérêt populaire". Cependant, et les bourgeois feraient mieux de réfléchir à ce qui suit, "à titre exceptionnel une dérogation pourra être accordée à tout bourgeois ayant eu, pendant la lutte, un comportement patriotique constaté par les organismes de l'UPC et du MANIDEM. La dérogation consistera en ceci que son bénéficiaire pourra garder la jouissance à titre personnel d'une de ses villas pour le restant de ses jours".

Il faudra guérir tout citoyen kamerunais de la tentation de la spéculation immobilière. Pour cela, "la perception de tout loyer sera abolie". Nous sommes parfaitement conscients de toucher là un terrain sensible. Car même des couches de la petite-bourgeoisie (qui vivent, difficilement, de petits lo

yers) sont convaincues que cette situation est absolument nécessaire. Elles ne se rendent pas compte qu'en réalité, cet état de choses profite avant tout à la grande bourgeoisie spéculatrice, qui se fait des millions sur le dos, aussi bien des ouvriers, paysans chômeurs, que sur celui de tous les petits propriétaires qu'elle finit généralement par déposséder de ses terres les mieux placées à Douala, Yaoundé, Victoria, etc, etc. Nous nous faisons donc un devoir de bien expliquer à tout notre Peuple que personne n'a en vérité intérêt au système actuel, à part les gros bourgeois qui trafiquent à la tête de l'UNC ou avec les dirigeants de celle-ci. De plus, ceux des petits propriétaires qui ne peuvent, à l'heure actuelle, vivre que du petit loyer qui provient de leur maison, ne se trouvent dans cette situation que pour une raison : l'UNC ne peut pas leur donner du travail pour vivre. Or, sous le régime populaire du MANIDEM conduit par l'UPC de UM, MOUMIE, OUANDIE Ernest, tous ces kame-runais auront du travail et auront un revenu. *"Ils n'auront donc plus be*

soin de ces loyers pour vivre".

Voilà, en quelques mots la politique que nous mettrons en oeuvre une fois le mauvais régime des profiteurs UNC renversé et remplacé par un régime Populaire, Démocratique, en marche vers le Socialisme et une Unité Africaine Véritable et non pas la démagogie actuelle, écoeurante, de l'OUA avec ses Mobutu, ses Bongo, ses Hassan 2, Ahidjo Birawandu et autres Sékou Touré qui vient de faire, à Yaoundé, en février 1981, ses derniers et définitifs adieux à la Révolution Africaine.

Les bourgeois gros ventres de l'UNC ayant engagé toute une série de combines à travers le pays pour voler aux petites gens leurs terres, nous devons compléter cette contribution à l'étude de la question de l'urbanisme et de l'habitat en parlant du problème foncier à l'heure actuelle.

LE PROBLEME FONCIER A L'HEURE ACTUELLE.

Quelles classes sociales, à l'heure actuelle, détiennent

nent la propriété de la terre dans notre pays ? Et comment utilisent-elles cette prérogative, ce pouvoir-là (que donne la propriété de la terre) en vue de la mise en valeur du sol, qu'il soit rural ou urbain, pour la construction d'habitations, par l'édification de l'infrastructure, du cadre de vie dans les agglomérations, ou par la création, et le développement, d'exploitations agricoles ?

Ce sont là des questions, centrales, que soulève l'élude du problème foncier actuellement au Kamerun. Mais avant de voir comment l'actuel statut du sol et l'utilisation de celui-ci engendrent, dans la société kamerunaise, des difficultés insurmontables aux masses populaires, il est utile de dire un mot sur le sol.

Qu'est-ce que le sol ?

Si l'on aborde une telle question à la légère, les uns seraient tentés de considérer que *"le sol constitue avant tout l'héritage, que nous lèguent les ancêtres"*; d'autres peuvent de leur côté soutenir que *"le sol est une partie de la na-*

ture inorganique créée par l'Etre Suprême". Etc., etc.. En vérité, ce genre de conceptions ne peuvent permettre d'aller loin dans l'élude et la compréhension, à l'heure actuelle, de l'importance sociale, économique et politique du problème foncier dans notre pays

Assez généralement, il est raisonnable de considérer, (et ceci est d'ailleurs applicable à diverses époques historiques) que le sol a une grande importance pour les hommes avant tout parce qu'il est un moyen pour produire, un "moyen de production". Le sol est un moyen de production qui se présente à la fois comme un instrument de travail permanent, comme un laboratoire et réservoir des matières premières et, enfin, comme principale condition naturelle du travail dans la mesure où c'est lui qui rend possible l'exercice de l'activité humaine créatrice de la transformation de la nature, de la société et de l'homme lui-même en vue de satisfaire ses besoins.

Quelles que soient les attaques que les bourgeois, les petits-bourgeois, leurs idéologues et griots peu-

vent lancer contre cette façon de voir les choses, les kamerunais peuvent constater qu'aujourd'hui, ce qui importe le plus aux riches c'est de se servir de la terre pour s'enrichir encore plus aux dépens du peuple. Il est donc impossible de considérer le sol en négligeant sa signification économique qui demeure d'autant plus primordiale, que c'est en tant que moyen de production spécial que la terre, en rendant possible le travail, permet à toute la vie sociale elle-même, de se constituer et de se développer.

Une fois qu'elle est abordée d'une manière analogue à celle que nous avons suggérée plus haut, on comprend que la terre, véritable trésor pour celui qui peut en disposer à sa guise, soit, de tout temps depuis l'apparition des classes sociales, l'enjeu de tant de luttes sociales. Lutttes coloniales menées en Afrique, par des aventuriers impérialistes venus d'Europe pour s'approprier notre terre, soumettre ses habitants et s'enrichir. Lutttes de décolonisation des Peuples Africains pour reconquérir à la fois nos droits et notre

liberté en même temps que notre souveraineté. Lutttes de classes menées par la bourgeoisie néo-coloniale africaine pour arracher à nos collectivités locales (villages et autres) traditionnelles, et à certaines forces semi-féodales, la terre qui jusque-là était à elles. Lutttes révolutionnaires des classes opprimées dans l'Afrique néo-coloniale actuelle, en vue d'abolir la propriété privée de la terre et instaurer — à nouveau, car c'est d'une restauration, qu'il s'agit en fait — la propriété collective, celle du Peuple. Et aussi longtemps qu'existeront à la fois les classes et les nations morcelées, il est permis de penser que l'objectif d'être le maître du sol dans une société, ou de s'imposer sur le territoire d'un pays étranger, restera à l'ordre du jour malgré les discours moralisateurs. Car la terre représente une richesse capitale qui fournit à celui qui la contrôle une arme décisive pour exercer une domination (si possible!) ou son influence sur les autres hommes. Tout cela, la bourgeoisie et ses valets tentent de l'escamo-

ter, en parlant de la terre uniquement comme "*lieu où s'organise la vie sociale*", avec comme but, que les masses populaires laissent les bourgeois s'accaparer de la terre sans problème.

Le problème foncier, dans une société où les classes sociales se développent comme dans notre Kamerun actuel, n'est donc pas une simple affaire technique d'aménagement de l'espace afin que la population, les gens, vivent bien. C'est une question politique fondamentale, où se battent les diverses catégories de la société, les diverses classes sociales. Ce la, nous allons le voir maintenant à travers un bref aperçu des luttes de classes pour la détention du sol durant les principales périodes de l'Histoire du Kamerun

La politique terrienne à l'époque précoloniale au Kamerun

Au milieu du 19ème siècle, pour ne pas remonter plus loin en arrière, le statut de la terre montre qu'il existe chez la plupart des populations du Kamerun un entrecroisement de droits fon-

ciers du roi, des communautés et des individus libres. Les droits les plus importants sont ceux de l'autorité supérieure (roi, chef etc), et les moins significatifs sont ceux des individus libres, alors que les captifs et les étrangers à cette époque, sont quasiment des laissés pour compte. Ceci se manifeste aussi bien chez les Peuples dotés d'un Etat au sens moderne — comme les Bamun — que chez d'autres Peuples où les classes sociales antagonistes et l'Etat sont encore en cours de formation — les Bamiléké et les Duala par exemple — .

Voici quelques illustrations de la prépondérance des droits fonciers royaux dans l'Etat Bamun.

" Tous les arbres fruitiers du pays sont la propriété du roi. S'ils portent du fruit, on doit apporter la part du roi " (5).

Plus loin dans le même ouvrage, on peut lire que "*si un homme possède une grande propriété composée de plusieurs parcelles de ter-*

5- Claude TARDITS : *Le royaume Bamoun*

rain, et qu'il vende tous les gens qui se trouvent sur ces terrains sans vendre les terrains et que le roi apprenne cela, il doit donner ces derniers au roi. S'il vend tous ces terrains et que le roi apprenne cela, le roi prendra tous ces terrains et le contraindra à restituer l'argent qu'il en aura reçu".

Personne ne peut donc vendre une parcelle de terrain sans autorisation du roi. Le roi donne une notification de vente au vendeur, ainsi qu'à l'acheteur, et inscrit la vente dans son livre (6).

Ceci confirme donc la chose suivante : dans la rente contre des droits fonciers ceux de l'Etat personnalisé par le roi, l'emportaient. En d'autres termes, l'Etat, composé du roi et de la famille royale, des conseillers de la cour et des juges, des serviteurs du palais, des messagers du roi, des guerriers etc l'Etat donc, permet à ces catégories faisant partie de la classe dominante, de

bénéficier de ce système au détriment du reste du peuple. C'est ainsi que l'on remarque que dans le royaume, les travailleurs apportaient chaque année au roi, une part prélevée sur les récoltes — le tribut du NGUON — et le roi en redistribuait une partie à l'Etat et à certains, des citoyens importants. En bref, on peut considérer le système foncier Bamun au 19^e siècle comme étant à l'avantage de l'Etat, constitué alors par la classe dominante et personnalisé par le roi, vivant essentiellement grâce aux tributs, taxes et amendes prélevés sur la population laborieuse.

Quels sont maintenant les droits fonciers des couches laborieuses dans cet Etat ? A cause d'une nette cristallisation de la classe dominante dans le royaume Bamun les droits fonciers collectifs s'amenuisent progressivement de la base au moment même où s'affirme de plus en plus les droits individuels des particuliers riches sur le sol. Le roi attribue des terres à ses notables (NZI). Ceux-ci, en tant que chefs de lignage, en distribuent, à leur tour, aux familles. Celles-ci les exploitent de façon collective, et les bi

ens produits sont répartis au sein de la famille selon des normes patriarcales après avoir bien entendu, assuré le paiement du tribut du NGUON, tribut proportionnel au nombre de paysans travaillant la terre. On peut donc constater qu'à cette époque, la distribution des terres était hiérarchique, et que la répartition des terres était assurée par les classes dominantes.

Dans ce royaume où *"les esclaves représentaient vraisemblablement sous le règne de Njoya les deux tiers de la population du royaume, la majeure partie de la population servile vivait dispersée sur un territoire représentant les neuf dixièmes de la surface du royaume où elle était répartie sur les centaines de domaines de la noblesse. L'autre demeurait auprès de ses maîtres, à la ville ou à sa périphérie... L'entretien de l'esclave étant assuré par l'attribution d'une terre"* (7). Ces esclaves donc, précaires dépositaires d'une parcelle, étaient les laisés pour compte du système

foncier précolonial bamun. Ils recevaient aussi du maître une femme si besoin, afin de reproduire une race d'esclaves qui devaient en suite prendre part à l'entretien des terres de son maître.

Au travers de l'analyse ici faite de la situation foncière dans l'un des royaumes du Kamerun au 19^{ème} siècle, il apparaît qu'avant la colonisation, non seulement les classes mais aussi l'inévitable conséquence de leur existence, à savoir la lutte des classes pour le contrôle de la terre, existaient déjà.

A quels résultats généraux était alors parvenue cette lutte des classes au moment de l'invasion coloniale ?

1. Les droits fonciers de l'Etat ou des autorités supérieures sont énormes, privilégiés et dominants par rapport aux droits des communautés de base et à ceux des hommes libres notamment ceux qui ont aussi un certain pouvoir concernant la terre.

2. Les esclaves constituent une nombreuse classe laborieuse, sans droits fonciers, et sont condamnés à ne

travailler que pour enrichir leurs maîtres qui mettent un lot à leur disposition.

3. La terre commençait déjà à devenir objet de commerce, une marchandise, et ceci pour le plus grand bien de personnages nantis (notamment les notables, les commerçants, artisans etc).

4. Avec ce système de corvées et de tributs, la classe dominante et les couches sociales aisées se servaient de la terre pour dominer, exploiter et opprimer le peuple.

Il est vrai que cette situation ne s'applique pas alors à toutes les sociétés kamerunaises au 19ème siècle. Elle se rapporte, surtout, aux royaumes dotés d'un Etat, et connaissant par conséquent un niveau poussé de luttes des classes. Elle indique aussi quelle voie suivait à certains moments, de manière déjà très avancée, les sociétés où les luttes de classes aboutissaient en perspectives à la formation de l'Etat, mais sans avoir encore atteint une intensité telle que l'Etat en tant que tel se manifeste complètement.

Le problème foncier à l'époque coloniale

De 1884 à 1959, notre pays a connu 75 ans de domination coloniale directe. L'objectif des colonialistes était d'accaparer et d'utiliser dans leur propre intérêt, les terres les plus riches du pays. Ils devaient alors entrer souvent en conflit avec les chefs, les rois et autres dignitaires dont les droits supérieurs sur la terre étaient menacés par ces visées coloniales qui, bien évidemment menaçaient aussi les droits fonciers des communautés de base. L'une des solutions, trouvées par les colonialistes négriers, fut de passer des compromis avec les autorités traditionnelles en certaines situations à propos de la terre.

Il y a quelques années, une équipe de cinéastes venus de France a pu tourner un documentaire sur Rey-Bouba, petite agglomération au Nord du pays. Ce film illustre parfaitement le fait que les colons ne se sont pas emparés de tous les anciens droits fonciers kamerunais partout. A Rey-Bouba, par exemple, le Lamido est

resté maître de la terre. Ses notables ou *Dogari* devaient, dans le cadre de l'exercice de cette prérogative, prélever le dixième de la récolte des paysans opprimés. Il est évident, dans ces conditions, qu'il n'aurait servi à rien aux colons d'aller exploiter une terre si éloignée de la côte, difficile à faire occuper ou gérer directement par les colons et finalement non rentable. C'est la raison pour laquelle, à Rey Bouba comme dans diverses autres régions du pays, les blancs tolérèrent de n'avoir pas une mainmise directe sur les terres agricoles laissant le soin du contrôle financier aux autorités locales.

Cette entente se développa ailleurs pour d'autres raisons lorsque les colonialistes, qu'ils fussent allemands, anglais ou français, y trouvaient leur compte. Dans les zones étroitement dominées par les blancs, et où ils avaient un intérêt fondamental à faire trimer le plus de kamerunais possible dans les champs et à accroître le nombre de ceux-ci, ils prirent le décret du 11 Août 1920 stipulant entre autre, que les terres formant pro-

priété collective ou que les chefs indigènes détiennent, comme représentants des collectivités, ne peuvent être cédés à des particuliers, par voie de vente ou de location qu'après approbation par arrêté du Commissaire de la République en Conseil d'Administration.

Cette mesure, en apparence favorable aux masses, visait en réalité à stabiliser les terrains dans le cadre du dispositif colonial qui, par arrêté, obligeait les "collectivités indigènes" à ne pas laisser leur sol improductif, et à mettre en culture autour de chaque agglomération, des terrains de superficie suffisante dans lesquels, il fallait aussi élever de la volaille et du bétail. Appliquées en ville, ces mesures ont abouti tout simplement à refouler les citadins kamerunais dans l'arrière-ville, alors même qu'ils voulaient pratiquer d'autres activités professionnelles et demeurer au cœur des agglomérations. Mais il fallait que les colons mangent à la sueur du front des autres, avec la bénédiction des "conseils de notables" ! La concession, faite aux chefs indigènes,

n'avait rien de populaire dans ce cas. Seuls les colonialistes et les autorités traditionnelles y trouvaient leur compte. L'autre grande solution de la question foncière, mis à part les compromis entre les colons et les chefs africains au détriment des masses, fut, durant toute la période coloniale, d'expatrier les citadins kamerunais et de les rejeter, à la périphérie des zones bien aménagées. Nous allons voir comment les choses se sont passées dans le cas particulier de la ville de Douala.

" Déjà en 1906, avait été envisagée l'expropriation des Duala d'une partie de Bonabéri, en vue de la construction de la voie ferrée allant de l'estuaire aux Monts Manengouba. Une loi parue cette année-là, informait que la propriété privée sur la presque île de Bonabéri devait être expropriée sitôt que possible, à partir de la crique du Mungo jusqu'à Bonamadoumbe sur une profondeur de deux kilomètres à l'intérieur des terres... Arguant de ce précédent, quelques années plus tard, en 1910, après la construction du chemin de fer, dit

du Nord, une seconde décision fut prise : réaliser sur la rive gauche du Wouri, où résidait la population européenne nombreuse, la même opération. Les raisons invoquées étaient les suivantes : devant les difficultés rencontrées au cours des négociations avec les indigènes pour l'acquisition des terrains nécessaires à la construction du chemin de fer du Centre et ses annexes, devant les nombreux inconvénients qui résultaient, pour l'hygiène, du mélange des blancs et des noirs; il était urgent, et cela dans l'intérêt de tous, de procéder à une expropriation en vue de recréer des quartiers fonctionnels et résidentiels plus viables et plus rationnels. ... " Voilà ce que rapporte René Gouellain dans son livre Douala, ville et histoire, sur la base de documents officiels allemands. Qu'est ce que cela prouve ?

Tout d'abord que dans certains cas, les chefs kamerunais et les masses se retrouvent dans le même camp, victimes des manoeuvres coloniales. Ce camp est celui de la Nation opprimée, rassemblant alors tous les kamerunais. Car, notable local ou pas, c'est tout kamerunais, dans ces zones, qui, en tant

que tel, doit "déguerpir" !

Une autre chose à souligner ici, c'est que les expropriations sont faites de la manière la plus anti-démocratique qui soit, sous prétexte qu'on rencontre des difficultés dans les négociations avec les indigènes... Alors la bureaucratie coloniale décide toute seule, et impose des conditions scandaleuses, comme par exemple l'expropriation, sur une profondeur de 2 km, afin qu'une voie ferrée nécessitant juste quelques mètres, puisse passer. Dans les cas où il y avait indemnisation de propriétaires, ces derniers recevaient des broutilles. Il ne fallait donc pas s'étonner de graves luttes sociales opposant les chefs et les rois patriotes à la tête de leur peuple, aux colonialistes à propos de ces expropriations arbitraires. Le pays tout entier en fut secoué et le Reichstag allemand, au début du siècle, en fut également secoué. Elles contribuèrent, ces luttes, à l'accélération du processus de constitution de notre nation. Les chefs Duala entrèrent en effet en contact avec d'autres chefs de l'intérieur du pays pour résister de façon organisée à l'

arbitraire allemand.

Un autre axe central de la politique foncière des colonialistes chez nous, fut de transformer petit à petit la terre en marchandise, au fur et à mesure que le capitalisme qu'ils apportaient d'Europe gagnait du terrain dans notre société.

Le colonialisme ayant ainsi lié le sort de notre Kamerun à celui de l'Europe, la crise économique de 1929/1930 devait avoir, comme conséquence à Douala, de déclencher un puissant mouvement de commercialisation, de la terre. Les demandes, de reconnaissance de droits fonciers officiels s'amplifièrent, affluèrent, et la location et la vente des terrains en firent autant, car la crise condamnait évidemment les plantations, à un abandon progressif et il ne restait pas d'autres moyens de se procurer des revenus, à d'importantes couches de la population d'une ville comptant déjà 30 mille habitants en 1925. Ce mouvement de commercialisation du sol bénéficia, par dessus tout aux colons qui en profitèrent pour étendre leur zone de résidence; en

suite aux riches nationaux
Seul notre peuple en fit les
frais.

Tel est, brièvement présenté, le bilan de la politique foncière coloniale au Kamerun, politique que les bourgeois néo-coloniaux et leur parti l'UNC, ont reçu mission de continuer.

L'UNION NATIONALE DE LA CORRUPTION(UNC) ET LA QUESTION DU SOL

La bourgeoisie néo-coloniale au pouvoir, véritable classe de *"colons à la peau noire"*, a repris la politique terrienne des classes exploiteuses qui l'ont précédée sur la scène nationale. Il ne pouvait en être autrement, dans la mesure où cette classe a reçu mission de la part des colons qui l'ont fabriquée, d'écraser notre Peuple en échange d'une partie des richesses extorquées aux travailleurs kamerunais.

La première chose qui saute aux yeux dans le développement même de cette classe, c'est que les activités immobilières constituent à l'évidence, l'un de ses do-

maines d'activité privilégiées. Cette classe totalement impuissante face à ses maîtres impérialistes, a été parquée dans les occupations immobilières et commerçantes, les néo-colonialistes se réservant l'exploitation dans les secteurs économiques et industriels plus juteux. La conséquence inévitable de ceci est la véritable chasse au terrain, un chéquier à la main, prêt à entrer en action, le gros ventre sur la table du petit propriétaire à bernier. Comment se présente cette chasse au terrain aujourd'hui ?

Cette course folle est entraînée à engendrer une nouvelle profession, aussi précaire que parasitaire : les démarcheurs fonciers. Ce sont de jeunes gens, frappés par le chômage endémique entretenu par le régime Ahidjo. Ils se pointent dans un bureau de location de voitures, qui sur les terrasses d'hôtels, pour proposer aux hommes d'affaires en malettes des terrains à louer ou à acheter. Intermédiaire entre le bourgeois et le petit propriétaire du quartier, le démarcheur se nourrit de commissions versées de part et d'autre. L'UNC s'en vante.

La chasse au terrain se présente aussi sous la forme d'un mouvement qui engendre et aggrave la cherté des terrains et des loyers.

" A l'heure actuelle, les loyers atteignent des proportions inimaginables : 800.000 francs pour une villa à Bonanjo à Douala; 500 à 600.000 dans certains quartiers de Yaoundé. De même, l'acquisition d'un terrain relève actuellement du miracle. A Douala, le mètre carré atteint 60.000 francs à Bonanjo..",

reconnait la bourrique d'Hamadou Mustapha, soi-disant ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat dans leur torchon *Cameroon Tribune*. Seulement, notre "big massa", évidemment, feint de ne pas savoir à quoi est due cette hausse du prix du sol. De même, il feint de croire que seul un miraculé peut acquérir un terrain à Douala-Bonanjo. Pourquoi ne parle-t-il que des quartiers "chic" en oubliant que la masse de nos compatriotes n'habitent pas Boanjo ou Bastos à Yaoundé, mais vivent dans des quartiers insalubres où sévit la crise du logement comme celle du mètre carré ?

Chacun sait aujourd'hui la chose suivante que, pour a-

cheter un terrain à Bonajo ou à Bastos, il ne faut être ni un saint ni un féticheur, mais simplement un bourgeois d'affaire ou bureaucrate.

Le système bancaire, en effet, est conçu de telle façon que seul un bourgeois, "solvable", peut obtenir à de bonnes conditions l'indispensable crédit bancaire colossal lui permettant de financer l'achat du terrain dont on parle. Il n'y a pas de miracle en la matière.

Enfin, au moment où les colons à la peau noire accusent l'exode rural, il est bon d'insister pour rétablir les faits.

Dans le système capitaliste d'économie, il arrive un moment où certaines branches économiques sont susceptibles de rapporter de gros profits à ceux qui y investissent, alors que d'autres branches s'avèrent, au même moment, moins rentables. Alors, il s'opère, inévitablement, un transfert de capitaux vers les branches juteuses du moment. Et, plus la masse des capitaux y est importante, plus la masse des profits gran-

dit et plus la course au profit contribue à y élever les prix des marchandises, jusqu'à ce que de nouvelles circonstances économiques, entraînent une perte de vitesse de ces branches.

C'est ce qui se passe au Kamerun depuis des années, en ce qui concerne l'immobilier et le foncier. L'état de délabrement du cadre de vie des kamerunais est imputable aux colons et au régime d'Ahidjo Birawandu, de même que les aspirations des citoyens, qui veulent, absolument, voir améliorer leurs conditions de vie. Ce sont ces deux données qui, fondamentalement, fournissent l'explication au fait que le secteur de l'immobilier soit apparu aux bourgeois de l'UNC comme hautement intéressant pour faire fructifier les miettes, que leur laissent les monopoles impérialistes. Il est donc clair que ce sont les bourgeois et leur système, qui sont responsables de la hausse du prix du sol dans le pays.

Selon ses textes fonciers presque tous inspirés des dispositions coloniales en la matière, l'UNC, le parti unique de l'éternel can

didat unique Ahidjo Birawan du Kaado Kefero, oblige les gens à mettre leur terrain en valeur, sous peine de le perdre. De même, elle reconnaît à celui qui a mis ainsi un terrain en valeur, le droit d'en revendiquer ipso facto la propriété. C'est là une véritable canaillerie, une ruse de chenapan visant à faire en sorte que le riche qui a de l'argent et va donc mettre un terrain en valeur, puisse prétendre que le terrain d'un pauvre lui appartient à lui le riche ! D'autres textes ont pour objectif de rendre "terres de l'Etat" des terres qui appartiennent aux collectivités coutumières. C'est par exemple le cas du décret n° 64.8 COR du 30 janvier 1964 qui organise le régime de l'incorporation au domaine privé de l'Etat pour cause d'utilité publique, des terrains coutumiers faisant l'objet de droits non constatés !

Ce n'est pas tout ! L'article 1 du décret du 25 Novembre 1966, interdit aux collectivités en tant que telles, d'immatriculer des terrains. Cette opération d'immatriculation ne peut être faite qu'à titre individuel et le titre foncier délivré à l'issue de la procédure,

est définitif et inattaquable. De telle sorte qu'en cas de vol, seule une action personnelle de dommages-intérêts peut être intentée à l'auteur de l'escroquerie qui conserve le terrain

Ces textes constituent en quelque sorte le noyau central de la politique foncière de l'UNC. Ils montrent que, d'une part les bourgeois veulent s'accaparer la quasi-totalité des terres urbaines en les arrachant, par tous les moyens, aux petits propriétaires des villes, et la quasi-totalité, également, des terres rurales, en les retirant aux collectivités. Les colonialistes ne visaient pas autre chose. Seulement, eux "négociaient" au moins parfois et, de temps en temps, indemnisaient même chichement les gens. Nos colons à la peau noire de l'UNC, quant à eux, se contentent de sévir. C'est ainsi qu'en février de cette année, le fameux torchon national *Cameron Tribune* (n° 1986) annonçait : " *Mr POUPA MOOH Mbella, chef supérieur traditionnel de Bonépoupa, a fait paraître une annonce, informant le public que sa collectivité dispose de 450 mille hectares en location*

ou vente. Le ministère de l'urbanisme et de l'habitat, tient à mettre en garde le public que le soi-disant domaine de Bonépoupa n'est rien d'autre que le domaine national, et qu'en conséquence, toute transaction faite sur ce domaine est nulle et non avenue, et que les contrevenants s'exposeraient en plus à des sanctions pénales conformément à la réglementation en vigueur". Bravo ! Rappelons que cette dernière condamne les "atteintes à la propriété(!)" par une amende allant de 50.000 à 200 mille francs CFA et un emprisonnement de 2 mois à 3 ans de prison ferme.

Si ce n'est pas une chasse à l'homme pour confisquer la terre à la campagne, c'est quoi alors ? Et en ville, si ce n'est pas le bourgeois, qui peut donc mettre un terrain en valeur ?

Les opérations anti-taudis dont nous avons parlé ne sont-elles pas un coup en traître de l'UNC pour rendre des terrains disponibles et en mesure d'être confisquées soi-disant pour défaut de mise en valeur ? Il s'agit d'empêcher les petits propriétaires d'être maîtres d'une force productive aussi intéressante

sante que la terre, de surcroît objet par excellence de spéculation.

Expropriations déguisées, ou ouvertes, refoulement à la périphérie insalubre de tous les pauvres, accaparement des meilleurs terrains par les riches, démolition des quartiers populaires, voilà les points au programme de l'UNC aujourd'hui, comme hier et comme demain. Qu'a donc fait l'UNC pour résoudre le problème foncier, depuis l'indépendance? Rien de nouveau par rapport au colonialisme direct? En réalité, RIEN DU TOUT.

Ou plutôt si ! Elèves dociles des négriers impérialistes, les Ahidjo n'ont rien fait de mieux que d'appliquer aujourd'hui à notre pays le programme foncier des colonialistes, en le mettant au goût du jour. Leur seul mérite, c'est d'avoir été de bons élèves, ... à l'école du diable !

Chaque Kamerunais qui pense avec sa propre tête sait bien que, dans ce domaine, comme dans bien d'autres, jamais l'UNC de ces gens ventrus ne changera de politique. Car, ça fait 20 ans et plus qu'ils sont au pouvoir

A NOUVEAU, LA TERRE AU PEUPLE KAMERUNAIS !

A l'heure actuelle, le problème foncier au Kamerun a en réalité le fond suivant : Comment établir la propriété terrienne pour permettre aux forces productives de se développer de façon décisive, et aux rapports sociaux de cesser d'être ce véritable carcan qui permet l'oppression des classes et couches sociales pauvres, modestes et laborieuses ?

C'est de ce point de vue que le problème se pose si

on l'aborde sur des bases révolutionnaires. Le Kamerun ne peut pas avancer sérieusement, si un moyen de production aussi important que le sol est utilisé contre les travailleurs comme cela a toujours été le cas dans les trois périodes de l'Histoire du pays que nous avons étudiées ci-dessus. Sous l'UNC, comment voulez-vous que les paysans cultivent sérieusement la terre qu'il est de tradition de posséder en commun, si les

fantoches refusent de reconnaître cette possession collective, déniaient toute véritable personnalité aux collectivités rurales parcequ'on veut promouvoir la propriété privée individuelle capitaliste, alors même qu'elle est encore marginale en de nombreuses zones des campagnes du fait du caractère encore embryonnaire de la pénétration capitaliste en de multiples régions ?

Pour adapter le système de possession de la terre aux nécessités du développement du pays et de la libération sociale des masses populaires kamerunaises, que faut-il faire ?

On peut envisager trois façons de répondre à une telle question.

1. La bourgeoisie néo-coloniale et ses alliés locaux, ou étrangers, n'ont en réalité pas de réponse à cette question. Car ils ne se la posent pas du tout comme cela. Chacun sait que la bourgeoisie et ceux qui lui donnent la main n'ont pas pour programme d'assurer la libération authentique des masses populaires des difficultés du logement, du cadre de vie et d'ordre foncier, tou-

tes difficultés dues justement au capitalisme qui se développe. La recherche du profit est le seul guide, le seul aiguillon, des bourgeois néo-coloniaux. Et ces tyrans confisqueront toute la terre du peuple tant que cela constituera pour cette mafia une source d'enrichissement. Ils maintiendront aussi en permanence, les masses dans les quartiers périphériques ou insalubres et peu équipés socialement. Car mieux vaut alors pour eux urbaniser avant les zones où, avec l'aide des banquiers (qui ne prêtent qu'aux riches), on dispose vite d'une villa, capable de rapporter environ 800.000 F CFA par mois ou d'un terrain dont on va multiplier aussitôt le prix par 2. Les colons à la peau noire continueront aussi à provoquer et à amplifier à grande échelle le mouvement de transformation de la terre en marchandise; car ainsi, s'il suffit d'avoir de l'argent pour accumuler en terrains une vraie fortune eh bien, ce sont encore les riches qui en profiteront. En un mot, dans la question foncière, la bourgeoisie néo-coloniale criminelle est disqualifiée pratiquement dès le départ.

2. La petite-bourgeoisie , quant à elle, rêve souvent sur cette question , comme sur d'autres, à des "aménagements techniques susceptibles d'améliorer la situation des couches modestes sans pour autant faire une REVOLUTION AGRAIRE. Alors, elle suggère qu'il soit au moins laïddé une chance à ces couches modestes, pour qu'elles puissent elles aussi, compter de plus en plus de propriétaires fonciers. Mais faut-il rappeler, avec ENGELS dans son ouvrage *La Question du Logement* , qu' il s'agit là au fond d'un point de vue bourgeois, destiné à freiner la lutte populaire générale contre le capitalisme néo-colonial ? En effet, dit-il, "*les dirigeants les plus intelligents des classes dominantes se sont constamment efforcés d'accroître le nombre de petits propriétaires pour se constituer une armée contre le prolétariat. Les révolutions bourgeoises du siècle précédent morcelèrent la grande propriété foncière de la noblesse et du clergé en petites propriétés parcellaires... et elles créèrent ainsi une classe de petits propriétaires terriens qui est de venue depuis l'élément le*

plus réactionnaire de la société et l'obstacle permanent qui s'oppose au mouvement révolutionnaire du prolétariat urbain". Les masses populaires de notre Kamerun ne peuvent donc que se détourner de telles voies, notamment notre classe ouvrière et ses alliés les paysans pauvres.

3. Pour résoudre le problème foncier dans l'intérêt des travailleurs, aujourd'hui dans notre pays, il est absolument nécessaire de vaincre le capitalisme. Car c'est lui qui engendre ou exacerbe les difficultés de la masse de notre peuple , sur cette question. Il est nécessaire que la lutte populaire, des masses , dans le MANIDEM, train du changement, et dans l'UPC, locomotive du MANIDEM, exproprie les expropriateurs actuels.

Il faut ensuite abolir la propriété privée de la terre. Car elle ne profite uniquement qu'à ceux qui détiennent les millions , et qui, de ce fait, peuvent acheter la terre. Notre Programme Général du MANIDEM, pour la Transition au Socialisme, est clair sur cette question en énonçant ce

ci que " la terre redeviendra ainsi propriété collective. Elle sera désormais propriété collective du Peuple Kamerunais tout entier".

Il est clair, dans un pays comme le nôtre, où le capitalisme aura transformé un tas de choses en marchandises, c'est-à-dire en objets destinés au commerce, qu'admettre la propriété privée de la terre, signifierait à n'en pas douter, qu'on donne à chacun le droit d'acheter et de vendre la terre. Or, s'il est clair que tout propriétaire PEUT VENDRE, n'est-il pas tout aussi clair que SEULS LES RICHES POURRONT ACHETER et, de ce fait parviendront à accumuler assez pour réaliser des fortunes et appauvrir encore davantage les pauvres dépouillés ainsi de tout terrain ? Dans ces conditions, quel kamerun pourrait encore douter de la justesse des positions de notre Programme, le quel affirme clairement que sous le Kamerun Populaire, " plus personne, ni aucune partie du Peuple au Kamerun ne pourra plus vendre ni acheter la terre " ?

Enfin, l'une des tâches du prolétariat dans la lutte à ce niveau de la question de

la terre au Kamerun et du reste dans toute l'Afrique aussi, sera de dépasser l'opposition entre les terres rurales et les terres urbaines, comme partie intégrante de l'opposition, plus générale, entre la ville et la campagne.

A cet effet, notre prolétariat et ses alliés auront certainement à méditer ces paroles du grand révolutionnaire Friedrich ENGELS, l'un des meilleurs éducateurs politiques et guides des travailleurs :

" La solution bourgeoise de la question du logement a fait faillite : elle s'est heurtée à l'opposition entre la ville et la campagne. Et nous voici arrivés au coeur même de la question; elle ne pourra être résolue que si la société est assez profondément transformée pour qu'elle puisse s'attaquer à la suppression de cette opposition, poussée à l'extrême dans la société capitaliste d'aujourd'hui..

L'abolition du mode capitaliste de production étant supposée réalisée, seule une répartition aussi égale que possible de la population dans tout le pays

et une étroite association des productions industrielles et agricoles, avec l'extension des moyens de communication rendue alors nécessaire, sont en mesure de tirer la population rurale de l'isolement et de l'abrutissement dans lesquels elle végète, presque sans changement depuis des millénaires. L'utopie n'est pas d'affirmer que les hom

mes ne seront totalement libérés des chaînes forgées par leur passé historique, que si l'opposition entre la ville et la campagne est supprimée. L'utopie commence, au moment où l'on s'avise de prescrire "en partant des conditions existantes", la forme sous laquelle doit être résolue telle ou telle opposition dans la société actuelle".

E.A. , T.Y.

Gambie - Sénégal:

Une leçon de plus ...

E. IDAKE

L'intervention de l'armée sénégalaise en Gambie (la 2^e en quelques mois) pose quelques questions à toute l'Afrique. A l'OUA, elle pose l'inévitable question de l'application de sa propre Charte. Aux révolutionnaires africains, elle rappelle qu'il existe bel et bien une "Panafricaine réactionnaire", qui se moque absolument des slogans du genre *"non-immixtion dans les affaires intérieures des autres Etats"*; elle interpelle, sans détour, les militants sur les problèmes de Stratégie dans la lutte contre les dictatures néo-coloniales africaines. Face au silence pusillanime de l'OUA dans cette affaire, cette intervention confirme que nous assistons en ce moment à une énorme imposture dans notre continent.

E. IDAKE est Responsable régionale de l'UPC et collabore au Collectif Central Presse/Propagande du Conseil National de la Révolution.

LE 30 Juillet 1981, des patriotes gambiens, à la faveur d'une absence de Daouda JIAWARA, Président en titre, tentent de s'emparer du pouvoir, en se réclamant de la lutte contre l'impérialisme, le néo-co-

lonialisme, la corruption et le népotisme en Gambie.

Exactement 10 jours après le coup d'état, et comme dans un ballet bien orchestré, les troupes sénégalaises, sur ordre d'Abdou

laye DIOUF, envahissaient la Gambie et, à coups de canons, de tueries et d'arrestations, *"rétablissaient l'ordre"*. L'ordre néo colonial...

De beaucoup de coins d'Afrique, des voix se sont élevées, pour acclamer la décision du gouvernement de Mr Diouf. Il est impossible de ne pas regretter que des pays généralement respectés comme la Tanzanie et la Guinée-Bissau, aient cru devoir mêler la voix à ces acclamations.

Les causes du putsch

Le coup d'état en Gambie résulte fondamentalement, non pas d'une tentative, (encore une!) *"soviéto-cubaine par Libye interposée"* pour prendre pied en Afrique Occidentale dans le dessein sinistre (évidemment!) de *"déstabiliser notre Continent"*.

Il est avant tout la conséquence des conditions désastreuses de vie des masses populaires gambiennes. En Gambie, la prostitution, la drogue, la contrebande, etc, sont des fléaux qui menacent quotidi-

ennement les quelques 600 mille habitants d'un pays qu'un découpage arbitraire effectué par les négriers au 19^è siècle a enclavé dans le Sénégal. Comme partout ailleurs en Afrique, ceux à qui profitent ces fléaux odieux, sont évidemment les mêmes qui appellent ou envoient l'armée sénégalaise dans des interventions annexionnistes, soi-disant pour combattre toute tentative de *"déstabiliser"* les Etats de la région. Or, il est évident que de plus en plus les travailleurs de chez nous en ont assez de l'exploitation et de la dictature et que, par suite, ils feront tout pour DESTABILISER tous les régimes réactionnaires du continent. Quelles que soient les alliances et complicités bizarres (dans certains cas) dont ces régimes pourront bénéficier, de telles anomalies en elles-mêmes, ne pourront que contribuer à radicaliser encore plus la lutte des Peuples Africains contre le néo-colonialisme.

Quelle Stratégie ?

Le réseau d'alliances bizarres, fondées sur toute une gamme d'intérêts d'é-

tats, et qui désormais ignorent à des degrés divers ce que veulent les Peuples d'Afrique, ce réseau donc, semble n'avoir pas du tout été pris en considération, sérieusement, par les patriotes gambiens qui ont engagé le coup d'état de Banjul.

C'est à ce niveau que se situe un premier élément capital de réflexion, sur le problème fondamental de la stratégie de lutte contre le néo colonialisme. Le putsch gambien a été mâté avec une rapidité qui a pu surprendre, du moins certains des observateurs non-africains. Ses effets ont été, au moins un moment, réduits à zéro. Si bien que le régime de Diawara s'en trouve même pour un moment et en un sens renforcé. Mais tout ceci n'était-il pas un peu prévisible au moment où le putsch fut engagé? L'armée sénégalaise a déjà eu à intervenir peu de mois avant! L'annonce prochaine d'une Confédération, entre la Gambie et le Sénégal, intervenant dans ce contexte, constitue, sans aucun doute possible, une remise en cause sérieuse d'un acquis longtemps jalousement préservé par le Peuple Gambien : son indépendance. La Sénégalie de Diouf-Jawara,

totale sous la houlette du néo-colonialisme, n'a rien à voir avec une libre Union dans le sens de l'Unité Africaine (unité politique!) comme le souhaitent les Peuples Africains conformément au Panafricanisme Révolutionnaire.

La solidarité dont a bénéficié Jawara a été immédiate, quasi-spontanée, et efficace. Il est clair que se trouve ainsi, encore une fois, confirmé ce que nous ne cessons de dire et de prouver depuis 6 ans au moins : il existe, aujourd'hui en Afrique, une sorte de Panafricaine de la pègre politique, réactionnaire, bourgeoise, néo-coloniale d'une part. D'autre part, et malheureusement, une faiblesse, manifeste, de la coordination et par conséquent de l'efficacité des forces opposées à la réaction, les forces anti-impérialistes révolutionnaires. Dans le cas qui nous préoccupe ici, entre les forces patriotiques sénégalogambiennes.

Bien que certains patriotes africains décident de fermer les yeux sur cette

situation pourtant claire comme de l'eau de roche, (ceci d'ailleurs sous l'effet d'influences diverses), la grossière intervention sénégalaise à Banjul confirme ce que nous, les upécistes et activistes du MANIDEM disons depuis des années : aucune révolution sérieuse n'aura la moindre chance dans la Gambie actuelle, sans une coordination effective entre les forces anti-impérialistes gambiennes et sénégalaises. Ce n'est pas parce que la Gambie a peu d'habitants et est un "petit pays". Car, inversement, une révolution véritable ne triomphera pas vraiment au Sénégal si la Gambie (ou tout autre pays de la région) est sous la direction d'un régime réactionnaire pouvant intervenir à tout moment au Sénégal pour rétablir ses amis bourgeois renversés, et s'il n'y a donc pas une coordination entre les militants révolutionnaires, dans les pays concernés. La bourgeoisie néo-coloniale africaine a parfaitement compris cela. A toute velléité de crise, elle riposte immédiatement, en mettant en mouvement son plan stratégique intégré,

pour bloquer toute possibilité de changement dans n'importe lequel des pays de la région ou du continent. Ce que la réaction africaine a ainsi compris parfaitement, il est stupéfiant, de constater que les révolutionnaires — qui, pourtant, sont censés constituer l'AVANT-GARDE des travailleurs — ne le comprennent toujours pas et, sous l'effet d'influences diverses, semblent mettre décidément une sorte de point d'honneur à rester chacun dans son coin, et se contentent de protester APRES que la pègre ait fait ses mauvais coups contre l'Afrique et ses Peuples.

Une Panafricaine Révolutionnaire est désormais objectivement nécessaire et inévitable

De tels faits mettent ainsi en évidence le non-sens de toute stratégie de lutte contre un régime néo-colonial établi d'Afrique, ne comportant pas une dimension panafricaine, au moins régionale à défaut d'être continentale. L'échec des patriotes gambiens — que tous les militants en lut-

te contre le néo-colonialisme en Afrique souhaitent évidemment provisoire — atteste que, dans la lutte à mort contre la bourgeoisie néo-coloniale africaine, la stratégie du coup d'état a peu de chances de réussir. Une puissante mobilisation et une solide organisation renforcée par une éducation politique et idéologique des masses sont des prémisses incontournables.

Condamner énergiquement à chaque fois les interventions annexionnistes est une très bonne chose. Mais ces condamnations ne pourront, à l'évidence, plus masquer la responsabilité objective, historique, de tous les patriotes africains, dans les échecs passés, présents et surtout à venir. Et par dessus tout, la responsabilité énorme de ceux des camarades qui, préférant s'en fouir la tête dans le sable des illusions, tournent le dos au Panafricanisme Révolutionnaire et à toute tentative de définition et d'application d'une Stratégie Révolutionnaire Intégrée afin de riposter du tac au tac et efficacement à la réaction africaine et à l'impérialisme. En Afrique aujourd'hui, non seulement la

faillite de l'OUA est consommée, mais encore les événements comme ceux de Gambie montre encore plus que les stratégies étroitement "nationalistes" de révolution contre les régimes réactionnaires néo-coloniaux n'ont pratiquement aucune chance, face à une Panafricaine bourgeoise dont les membres s'apportent constamment aide et soutien sans aucun complexe. Les stratégies "nationalistes", cela est évident, sont coincées

Face à des événements comme ceux de Gambie, le prétendu "*réalisme*" dont certains camarades aiment faire montre, pour tourner le dos à toute Stratégie Panafricaine Intégrée, et pire encore, pour combattre l'idée même d'une ALLIANCE REVOLUTIONNAIRE des PEUPLES AFRICAINS (ARPA), en soutenant — quoique "*critiquement*" — l'impotente OUA, dont la faillite notoire et avérée ne peut pourtant plus être cachée, ce "*réalisme*" donc, fait objectivement le jeu de la réaction africaine et mondiale, dont Ahidjo Birawandu, Abdoulaye Diouf ou Daouda Jawara ne sont que des représentants. Tel est la réalité. Telle est la vérité.

NIGER : « Boom économique » pour qui ?

CISSE MOUSSA

Plus de 7 ans après le putsch franco-Kountché qui renversa Diouri Hamani, le Niger est dans une situation économique de dépendance aussi visible que sous le régime précédent. Les actuels tenants du pouvoir essaient de se sortir de l'impasse politique qui résulte de cette dépendance économique, par une répression toujours aussi aveugle que sous Diouri.

Cissé Moussa explique brièvement ce qui se passe au Niger en ce moment.

AU début des années 70 la sécheresse et l'accentuation de l'exploitation impérialiste aggravaient brusquement encore plus les conditions de vie des masses nigériennes, en particulier la paysannerie pauvre, dont de nombreux éléments furent forcés de se réfugier en ville pour mendier en vue de survivre. Des impôts lourds, la malnu-

trition, l'absence de toute infrastructure sanitaire... tel était le sombre tableau de la situation des masses. Dans le même temps, un commerce macabre se développe alors autour des dons en vires et médicaments des organisations humanitaires, au seul bénéfice des bourgeois bureaucrates, féodaux et autres commerçants véreux, qui accumulent villas, jardins, voitures et... femmes ! Mais

un peuple surexploité sait que, face à la réaction, la lutte seule est payante. Et bravant la répression policière féroce du régime d'alors (Diori Hamani), caractérisé par des arrestations arbitraires, des tortures, des liquidations physiques d'opposants, les patriotes nigériens luttèrent et finirent par isoler le régime corrompu de Diori, par ailleurs miné par ses propres contradictions internes.

C'est dans ce contexte que, le 15 Avril 1974, inquiet du développement de la lutte populaire, l'impérialisme français opéra un coup d'état militaire. Il s'agissait pour lui de remplacer des valets usés par d'autres dans la gestion étatique, en confiant comme dans d'autres néo-colonies africaines, le pouvoir à l'aile militaire de la nouvelle bourgeoisie, aile alors la plus apte à assurer le maintien de "*l'ordre social*" nécessaire aux capitaux étrangers, français en particulier. Pour d'évidentes raisons de démagogie la nouvelle junte militaire se présenta au peuple nigérien comme garante de l'ordre, de la justice et

du progrès économique.

Une économie encore plus dépendante

Depuis, plus de 7 ans ont passé. Sept ans au cours desquels la presse bourgeoise payée pour ça, a chanté à longueur de journées les louanges du "*boom économique du Niger*". Un Niger devenu, semble-t-il, un Eldorado, grâce à l'uranium; 7 ans au terme desquels tout observateur honnête, qui a le respect des faits, peut se faire une idée juste de ce paradis des capitaux étrangers.

L'ouverture des mines d'uranium et les recherches pétrolières ont favorisé une intégration plus poussée du pays dans le système capitaliste mondial. Les investissements étrangers se sont intensifiés dans les domaines minier et industriel. L'exemple de deux sociétés exploitant l'uranium, est significatif. Pour la SOMAIR, 67% du capital appartient aux étrangers, dont 54% pour la seule finance française. Uraniger, la société "nationale", ne détient que 33% des parts.

En ce qui concerne la COMINAK, 69% des actions sont aux mains de l'étranger, avec 34% pour les seules sociétés françaises ; tandis que, l'Uraniger ne détient ici que 31%, le reste étant réparti entre les japonais les allemands et les USA.

A ce qui précède, il faut ajouter la concession de codes et régimes d'investissements des plus avantageux aux compagnies commerciales opérant dans le pays : Personnaz, Peyrissac, CFAO SCOA, etc, etc.

Dans le domaine agricole, les multinationales impérialistes et l'Etat garant de leurs intérêts, imposent à la paysannerie nigérienne, des cultures comme celle du coton, de l'arachide, de la canne à sucre, au détriment des cultures vivrières. Il en résulte les déficits de la production agricoles d'année en année. En juin de cette année (1981), le sac de mil coûtait 25.000F CFA alors que le SMIG n'atteignait pas 20.000 F CFA...

Ainsi, comme on le voit, l'économie du pays est encore plus dépendante de l'étranger que du temps où, en bon fantoche, Diori Ha-

mani livrait le pays aux monopoles impérialistes. Le Peuple Nigérien paie durement le prix des retombées de la crise du capitalisme international.

Répression politique

La junte militaire et son chef de file Kountché, donnent aux gouvernements réactionnaires de toute cette région l'exemple par excellence d'un régime anti-populaire. Kountché n'a-t-il pas été jusqu'à reprocher à son frère et ami Lamizana, sa "faiblesse" face à la lutte de la classe ouvrière et de la jeunesse voltaïques ? Lui, au moins est "un vrai dur" en matière de répression. Il n'y a pas très longtemps, il osa déclarer que tous les Nigériens qui osent lutter et s'opposer à son régime anti-populaire, "*répondront de leur forfait devant la nation*, car, fanfaronnait-il, *ils sont repérés, recensés, suivis où qu'ils soient et quel que soit leur âge*" (1). Le climat est en effet irrespirable dans le

1- Discours de Kountché le 15 Décembre 1980

pays : arrestations et tortures se succèdent, contre tout citoyen coupable d'avoir une opinion sur la politique de son pays, spécialement si l'opinion a le moindre relent progressiste. Pour tous les soldats de la junte militaire, anciens "héros" des guerres contre le Mouvement de Libération Nationale, et pour la horde de technocrates à leur solde, corrompus et en quête de faveurs, le patriotisme est un crime si grave que la sentence ne peut pas tenir compte de l'âge. D'où les campagnes de calomnies contre les patriotes, en direction des masses populaires pour isoler et réprimer dans l'indifférence des masses les militants, taxés d'"apatrides, agents de puissances étrangères", aussi mystérieuses les unes que les autres.

Tel est le bilan de 7 années de règne du Comité Militaire de Seiny Kountché. Bilan lourd pour notre Peuple martyrisé.

Le chemin de la lutte révolutionnaire

Au Niger, comme partout ailleurs en Afrique néo-colo-

nisée, les véritables révolutionnaires ne doivent rien attendre des coups d'état militaires. Ceux-ci, en général, sont destinés uniquement à remplacer des équipes trop pourries, par d'autres poursuivant le même but d'exploitation de la population que l'on trompe alors par des discours cyniques.

La destruction de l'ordre oppresseur néo-colonial revient aux masses africaines elles-mêmes, en particulier aux ouvriers et paysans pauvres. Ceux-ci mèneront, sans aucun doute, cette lutte sous la bannière de solides partis révolutionnaires d'avant-garde, des partis des travailleurs.

C'est la raison pour laquelle la tâche principale des patriotes et révolutionnaires du Niger est d'oeuvrer aujourd'hui à la mise sur pied d'un tel parti seul capable de diriger notre Peuple dans cette lutte pour la libération effective du Niger. Nous devons également oeuvrer au renforcement de l'unité de combat de l'ensemble du Mouvement Révolutionnaire Africain. Car l'issue de notre lutte, la libération ef-

fective de notre Peuple et la construction d'un régime populaire en marche vers le socialisme sont indissociables du succès de l'ensemble des Peuples d'Afrique engagés dans les mêmes combats contre les dictatures néo-coloniales. Ainsi, les trois dictatures du Niger, de la Haute Volta et du Togo tiennent des conférences régulières pour, entre autres, coordonner ce qu'elles appellent *"la lutte contre la subversion"*, c'est-à-dire la chasse aux révolutionnaires dans cette région d'Afrique. A l'échelle de toute l'Afrique, des officines truffées de canailles néo-coloniales, du genre Kountché, Houphouët-Boigny, Diouf, Ahidjo, Mobutu, Bongo, etc, etc, se trouvent être aujourd'hui, de véritables sapeurs-pompiers de la révolution, en préparant, légitimant, finançant parfois, des opérations négrières et réactionnaires du genre Kolwézi, Barracuda, etc.

Bref, tous ces exemples, montrent que les fantoches africains coopèrent étroitement dans leur lutte contre-révolutionnaire, qu'ils sont liés par leurs intérêts de classe. Les révolu-

tionnaires africains, nigériens notamment, ne peuvent donc pas, sous peine de se perdre eux-mêmes, faire fi de cette réalité.

Tout chauvinisme micro-national petit-bourgeois est aujourd'hui liquidateur, du fait qu'il répond parfaitement aux vœux de la réaction néo-coloniale africaine visant à diviser le Mouvement Révolutionnaire en vue de mieux l'écraser.

Face à l'alliance contre-révolutionnaire des dictatures néo-coloniales de la bourgeoisie africaine soutenue par l'impérialisme, nous devons nous regrouper dans une solide Alliance Révolutionnaire des Peuples Africains (ARPA), en lutte pour la libération et l'unité véritables de l'Afrique.

C'est dans cette voie qu'oeuvrera le Peuple Nigérien aux côtés des autres Peuples frères d'Afrique.

L'OUA a complètement fait faillite !

Vive l'Alliance Révolutionnaire des Peuples Africains !

« ZAIRE » : un pays riche mais malade

MENGUE ZEZE

Le Congo-Lumumba ("Zaire") est bien connu comme un des exemples les plus dramatiques de putréfaction néo-colonialiste en Afrique. Avec ce que cela comporte et nourrit dans notre continent : décadence sociale et culturelle développée par la domination économique étrangère, et la dictature politique, l'oppression et la misère des masses populaires.

Bref, malgré ses énormes richesses, le "Zaire" est malade : malade de néo-colonialisme.

MENGUE ZEZE, Membre de la Rédaction de La VOIX du KAMERUN, organe central de l'UPC, en parle.

« **L**ES importations de maïs sont passées de 146.047 tonnes en 1979, à 147.435 tonnes en 1980, et 64.000 tonnes durant le premier trimestre 1981. A noter que pour couvrir la totalité de la demande du Shaba, il faudrait importer, annuellement, un minimum de 200.000 tonnes. Les importations de maïs s'étaient, déjà, élevées à 146.000 ton-

nes en 1978 ».

Le maïs est bien connu en Afrique Centrale. Il peut être produit par n'importe quel paysan de nos pays ; à conditions bien sûr que la possibilité, c'est-à-dire, les moyens, lui en soit donnés, et qu'il sache qu'il lui sera possible d'en tirer des revenus stables et lui permettant de vivre dé

cement. A conditions que le pays ait une politique agricole véritablement nationale et populaire , ce qui veut dire, visant naturellement à satisfaire, non pas les intérêts des monopoles et d'une petite clique bourgeoise, mais l'attente des masses laborieuses.

Mais au "Zaïre" de Mobutu, en pleine Afrique Centrale au sol riche et fertile, on est obligé d'importer d'Afrique du Sud nazie, du maïs pour faire vivre les Congolais ! Naturellement, la quantité de maïs importée est bien inférieure aux besoins. Et il n'y a pas que la maïs. La production des vivres, en général, stagne quand, en réalité, elle ne régresse pas. Pour un pays qui est passé de 20 millions d'habitants vers 1970 à environ 30 millions actuellement, cela veut dire, la famine et la misère de plus en plus croissantes.

L'industrie "zaïroise" , aux mains du capital , ne se porte pas mieux , loin de là. L'activité industrielle du pays tourne en fait à 40% de ses possibilités, selon les propres

dires des affairistes du Mouvement Pour la Répression ou MPR (abusivement appelé Mouvement Populaire de la Révolution), parti unique légal dans le pays. La dette extérieure s'élève à plus de 5 milliards de dollars US, ce qui n'est pas loin de 1250 milliards CFA. Le déficit du budget est estimé à 535 millions de "zaïres", et l'inflation reste galopante, bien qu'elle soit "tombée" de 104% en 1980 et de 55% pendant les premiers mois de l'année en cours. Du fait que le Fonds Monétaire International impérialiste a pris totalement le contrôle de l'économie du pays qui est de ce fait sous tutelle directe, tout ce que raconte, ou fait ou ne fait pas Mobutu, est en réalité l'expression de la volonté des impérialistes.

Le mécontentement des travailleurs est grand

Evidemment, cette situation économique dramatique pèse surtout sur les travailleurs congolais. Récemment, pour citer un exemple, même le journal néo-colonial parisien *Marchés Tropicaux* écrivait crûment , que la dévaluation permanente du zaï

re "porte évidemment un rude coup au pouvoir d'achat de la population qui s'établit, aujourd'hui, autour de 10% par rapport à l'année 1960, date de l'indépendance du pays". Une façon évidemment de dire : "avant l'indépendance de 1960, le nègre vivait quand même mieux y a pas à dire".

Les travailleurs congolais n'entendent pas subir passivement cette politique mobutiste, comme en témoignent, les mouvements de grève des derniers mois. A la fin de juillet, les travailleurs de l'enseignement supérieur, les ouvriers et employés, ceux de la santé, des postes et télécommunications, ont mené des actions revendicatives dures, allant jusqu'à la grève. Le pouvoir de Mobutu a essayé en vain d'intimider les grévistes, encerclant Kinshasa par l'armée, doublée de la police. Le 27 juillet, les travailleurs, des cliniques universitaire ont eu gain de cause, en partie il est vrai. Le 28 juillet, ce sont leurs camarades de l'Office National des Postes et Télécommunications (ONPTZ) qui obtenaient aussi satisfaction, démontrant encore une fois que, face aux travailleurs décidés et orga-

nisés, l'armée et ma police des Mobutu et autres A-hidjo ne peuvent rien.

Tout reste cependant à résoudre. Car Mobutu est absolument incapable de juguler l'inflation. Le petit Nsinga, "premier commissaire d'état" (c'est-à-dire, premier ministre) a annoncé l'autre jour, avec fracas, sa solution pour résoudre l'épineux problème, celui de la hausse des prix et qui est la suivante que *"les commerçants pris en flagrant délit de hausse des prix seront arrêtés, dépossédés de leurs marchandises et du registre de commerce avant d'être renvoyés dans leurs milieux ruraux d'origine"*. Bon. Cela veut dire en clair que les gros commerçants du parti, qui eux ne seront naturellement jamais pris en flagrant délit de hausse, organisent la hausse et l'entretiennent, ces gens donc veulent s'emparer des commerces des petits...

Les forces populaires ont besoin d'unité

Le mécontentement est général au Congo-Lumumba. Il a gagné toutes les couches

de la population. Les impérialistes le savent parfaitement. C'est pourquoi ils préparent déjà une solution de rechange à la crise, profonde, qui, depuis 1977 secoue le pays plus vigoureusement encore qu'avant.

Toutes les forces laborieuses congolaises, qui ont objectivement intérêt à ce que les choses changent ne peuvent que s'unir politiquement sur une base claire, dans la recherche d'une solution patriotique au problème congolais. Le régime pourri de Mobutu peut et doit être renversé.

Une politique économique et sociale, résolument anti-impérialiste et visant avant tout à satisfaire, comme il se doit, les intérêts et aspirations des masses congolaises, cela est possible et de plus en plus urgent.

Les forces populaires du Congo ont donc une grande responsabilité à assumer, dans l'unité et dans une clarté nécessaire. Le Congo a déjà payé un lourd tribut dans la lutte des Peuples Africains pour la liberté. Le Peuple Congolais mérite la liberté.

I N F O R M A T I O N S
E T
C O M M U N I Q U E S

COMMUNIQUE DU CONSEIL NATIONAL
DE LA REVOLUTION (C.N.R.)

Deux nouveaux Membres du CNR sont élus :
Claudine YANDELE et Jacques ONDOUA.

A l'occasion de leur entrée en fonctions,
la Direction du MANIDEM appelle tous les
patriotes à redoubler d'efforts en vue de
renverser la clique néo-coloniale de l'UNC.

Le CONSEIL NATIONAL de la REVOLUTION (CNR) ,
Direction du Courant du Manifeste National
pour l'Instauration de la Démocratie (MANIDEM)
— front uni populaire autour de l'Union des
Populations du Cameroun (UPC) — vient d'accuei
llir en son sein deux nouveaux Dirigeants Nati
onaux :

— La camarade Claudine Yandélé, élue au Con
seil National de la Révolution au titre des BIRF
départementaux (Bureaux pour Intensifier la Ré
volution Féminine),

— et le camarade Jacques Ondoua, Secrétaire National de l'Union Nationale des Etudiants Socialistes du Kamerun (UNESK), élu au CNR au titre de cette organisation qui est l'aile estudiantine du MANIDEM.

Après avoir validé l'élection de ces camarades comme libre, démocratique et conforme aux dispositions des Statuts du MANIDEM, le Conseil National de la Révolution a souligné qu'il est vital pour le mouvement révolutionnaire d'assurer une large et dynamique participation des femmes et des jeunes à la lutte, et de veiller à ce que les femmes et les jeunes soient représentés, à tous les niveaux, dans les organes de Direction. A cet effet, le CNR s'est notamment engagé à mettre en oeuvre un programme spécial pour accélérer la formation de responsables et de cadres féminins, conformément aux vœux d'un récent Séminaire National sur la Mobilisation Féminine, et à développer le travail révolutionnaire en direction des jeunes et des étudiants.

Le Conseil National de la Révolution a aussi tenu à rappeler à cette occasion sa vocation à représenter toutes les énergies saines de notre Peuple et toutes les forces vives du pays non

contaminées par la pourriture néo-coloniale. Fidèle à cette vocation, le Conseil National de la Révolution entend promouvoir ou consacrer systématiquement de nouveaux Dirigeants révolutionnaires, à la fois grâce à l'Ecole des Cadres de l'UPC et du MANIDEM, et par la nomination de Collaborateurs du CNR sans oublier la poursuite conséquente de la politique d'unité patriotique. La priorité à cet égard, revient au travail en cours pour assurer la représentation au CNR, non seulement des régions du pays où la politisation révolutionnaire des masses est en retard, mais aussi des secteurs sociaux que notre travail révolutionnaire ne prenait pas suffisamment en compte jusqu'à une époque récente, comme les forces armées gouvernementales, les milieux artistiques et culturels, les milieux religieux, sportifs.. etc.

Cette priorité n'empêchera pas le mouvement révolutionnaire d'accorder tout l'intérêt qu'il mérite au travail positif que font ou feront des patriotes isolés, sans étiquette politique et en marge de tout cadre organisationnel, pour diffuser les idées progressistes et développer la combativité de notre Peuple sans gâcher leurs efforts par de malsaines et vaines tentatives insolentes visant à détourner les Kamerunais de l'

UPC et du MANIDEM. Le CNR réservera en effet à de tels patriotes isolés, connus ou inconnus, sans aucune exclusive, la considération digne de leur contribution à la lutte du Peuple Kameronais, en prenant soin de ne pas les exposer inutilement.

En poursuivant sa politique d'unité patriotique, le Conseil National de la Révolution restera ouvert aux quelques opposants qui se sont mis en marge du mouvement révolutionnaire s'ils manifestent, comme l'ont fait certains, la volonté de reprendre la lutte effective contre le régime néo-colonial, pourvu qu'ils soient sincères et fassent leurs preuves.

Qu'on le veuille ou non, la lutte du Peuple Kameronais pour une indépendance véritable, la démocratie et la justice sociale, est incarnée aujourd'hui plus que jamais par l'UPC et le MANIDEM qu'anime notre Parti et qui lui a redonné son élan. Toutes les manoeuvres visant à morceler le patriotisme kameronais au profit d'ambitions personnelles fantasques ont échoué. Tel le est la réalité dont témoignent abondamment les faits. Cependant, notre but n'a jamais été et ne sera jamais de *"monopoliser la lutte"* —

accusation absurde ! — ou d'en écarter quelque bonne volonté que ce soit. Au contraire, avec le MANIDEM, les upécistes véritables ont poursuivi et incontestablement atteint le double objectif de préserver la lutte du Peuple Kamerunais — qui a coûté tant de sacrifices — de l'effondrement total, et de créer les conditions de la remobilisation des Kamerunais contre le tyrannie néo-coloniale et de la marche de notre pays vers la Démocratie et le Socialisme.

Les puériles campagnes calomnieuses contre l'UPC et le MANIDEM ne supportent plus l'épreuve des faits : d'une part, nos efforts, nos sacrifices et nos résultats à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, et, d'autre part, la totale impuissance, pendant plus de dix ans, de quelques détracteurs isolés, mesquins, coupés de toute lutte effective contre le régime néo-colonial.

L'autosatisfaction n'est pas dans nos habitudes. La route qui mène à la victoire peut encore être longue si les Kamerunais se laissent tromper par les opérations de diversion et de division, et tardent à se mobiliser massivement, contre la clique de l'UNC . C'est précisément

pourquoi il importe de faire savoir à nos compatriotes que le MANIDEM est en marche dans tout le pays. Que l'inquiétude monte dans les rangs des hommes du néo-colonialisme. Que les conditions favorables à l'essor et au succès de notre lutte se sont notablement accrues à tous égards

Pour que cette évolution favorable s'accroisse, il faut absolument qu'un nombre toujours plus grand de Kamerunaises et de Kamerunais se décident à vaincre la peur, la résignation, les attitudes ambiguës et mesquines, pour se mobiliser dans le MANIDEM, et que les Kamerunaises et les Kamerunais qui sont déjà dans le mouvement révolutionnaire redoublent d'efforts !

Le Conseil National de la Révolution demande à chaque patriote kamerunais, homme ou femme, jeune ou vieux, ouvrier, paysan, fonctionnaire, soldat, religieux, petit commerçant, ... où qu'il se trouve, lié ou non au mouvement révolutionnaire, de dénoncer le mauvais régime de l'UNC et ses nuisibles partisans, d'élever la prise de conscience et la volonté de lutte des Kamerunaises et des Kamerunais de son entourage, contre les chiens des impérialistes et leur chef de file le Ahidjo Birawandu Jigawal, de passer à l'acti

on, sans attendre personne, en organisant des Comités clandestins de trois à cinq personnes, bien cloisonnés, et de développer les réseaux secrets de tels comités jusqu'au moment inévitable du contact avec le mouvement révolutionnaire organisé dont l'implantation se renforce à travers le pays.

Nous pouvons et devons à brève échéance DOUBLER le nombre de Kamerunaises et de Kamerunais qui luttent activement contre la clique de l'UNC !

Nous pouvons et devons absolument accroître la mobilisation populaire pour engager des actions appropriées et efficaces en vue de RENVERSER LE REGIME POURRI DE L'UNC !

Kamerunaises, Kamerunais de progrès !

Chers compatriotes qui en avez assez de plus de 20 ans de dictature, de crimes, d'incurie, de corruption et de misère !

DEBOUT POUR LE CHANGEMENT !

DEBOUT POUR LA DEMOCRATIE ET LE SOCIALISME !

EN AVANT AVEC LE MANIDEM ! LE MANIDEM VAINCRA !

Pour le Conseil National de la Révolution :

WOUNGLY MASSAGA Thomas EMOCK ELANG Elie AFO-AKOM
Membres du Bureau Politique du CNR

LA POLITIQUE SALARIALE DE L'UNC :
INEGALITES TOUJOURS CROISSANTES

Récemment, les hausses de prix ont atteint un niveau tel que la presse, aussi bien nationale qu'étrangère s'en est fait l'écho, signalant ici et là que le pouvoir d'achat des bas revenus allaient en souffrir.

Ahidjo, pour sa part, paie des fripons comme Ngandjeu Jean, Bandolo Henri et autres Zambou, pour qu'ils racontent des fables comme quoi le niveau de vie des travailleurs kamerunais a été en croissance permanente depuis 1960, et mieux encore, les inégalités n'ont fait que diminuer au cours des 20 dernières années. Bien .

Nous publions ci-dessous des chiffres qui démontrent sans discussion possible, que le régime Ahidjo a mené une politique des salaires ayant pour conséquence (et donc pour but clair) d'approfondir les inégalités dans le pays.

En effet, la lecture de ces chiffres révèle , pour ceux qui ne s'en doutaient pas, qu'en l'espace de 6 ans, de 1965 à 1971, l'écart des salaires est passé de 1 à 14 environ en 1965, au rapport extraordinairement élevé de 1 à 22 en 1971, au profit des cadres supérieurs bien entendu. De plus, les enquêtes menées ne donnent

On ne s'étonnera donc pas que l'on puisse trouver aujourd'hui dans le pays un écart des salaires de l'ordre de 1 à 100, comme le signalait, il y a déjà quelques temps, le Programme du MANIDEM pour la Transition au Socialisme.

Voici les chiffres annoncés :

*Salaires mensuels moyens
par niveau de qualification
en 1971 au Kamerun.*

*Salaire mensuel moyen
par niveau de qualification
en 1965 à Douala*

Niveau de qualificat.	Salaire mensuel CFA	Niveau de qualificat.	Salaire mensuel CFA
Niveau 1	296.873	cadre sup.	108.334
" 2	194.486	cadre	66.667
" 3	154.268	comptable 2è degré	32.500
" 4	39.842	ouvrier haute- ment qualifié	16.667
" 5	13.257	manoeuvre	7.500

Source - J. Lecaillon : *Inégalités des revenus et développement économique*, Presses Universitaires de France, Paris, 1977.

— Communiqué par Jules Mba.

AVEC L'AFRIQUE DU SUD NAZIE,
LE COMMERCE DE L'AFRIQUE OFFICIELLE
DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET DES USA,
MARCHE TRES TRES BIEN ...

Pour les huit premiers mois de 1981, les exportations sud-africaines vers le Reste de l'Afrique, se sont élevées à 674,6 millions de rands, soit un peu plus de 200 Milliards CFA (1R=300 F CFA et plus). L'année dernière, pour la même période, elles s'élevaient à quelque chose comme 742,2 millions de rands.

Les importations sud-africaines en provenance du reste de l'Afrique, toujours pour les huit premiers mois de 1981, se situent à 204 millions de rands (environ 61 milliards CFA) contre 187,4 millions de rands pour la période correspondante de 1980.

La balance commerciale sud-africaine a ainsi été excédentaire de plus de 166 milliards F CFA pour les 8 premiers mois de 1980 avec le reste de l'Afrique, contre environ 140 milliards CFA pour la période correspondante de 1981.

En somme, l'OUA combat le régime de Prétoria, tout en versant aux nazis les richesses créées

par les travailleurs africains des états indépendants ! Ainsi va le monde...

Toujours cette année 1981, durant les huit premiers mois, les exportations sud-africaines vers les **Etats-Unis d'Amérique** ont atteint la valeur de 1289,1 millions de rands, contre 1358,1 pour la même période de 1980 (soit, en F CFA, plus de 386 milliards en 1981 contre 407 milliards l'année dernière)

Les importations, par l'Afrique du Sud, de produits US, pour les huit premiers mois de 1981, s'élèvent à 1970,1 millions de rands (plus de 591 milliards CFA), contre 1336,2 millions de rands pour la période correspondante de 1980.

Enfin, l'Afrique du Sud nazie a exporté, durant les huit premiers mois de 1981, vers l'**Europe Occidentale**, pour 3158,2 millions de rands, et en a importé pour 4886 millions de rands, soit, respectivement, les sommes de 947,5 milliards CFA, et 1465,8 milliards CFA. En 1980, pour la période correspondante, les chiffres avaient été, concernant l'Europe Occidentale, de 3658,8 millions de rands (importations nazies) et 3531,5 millions de rands (exportations nazies vers l'Europe)

A PROPOS DE LA QUESTION NAMIBIENNE,
HOMARD BONGO SERAIT-IL L'IDIOT DU VILLAGE ?

En mars-avril derniers, un camarade écrivait dans *La VOIX du KAMERUN*, organe central de notre Parti, qu'en ce moment, "il est utile de savoir que la DTA est aujourd'hui à la SWAPO de Namibie, ce que l'UC d'Ahidjo Birawandu Ba ba Toura était, dans les années 1956-1960, à l'Union des Populations du Cameroun (UPC)".

Albert Homard Bongo, ex-Président de l'OUA, et marionnette de toutes les sauces, vient de confirmer, de manière éclatante et sans évidemment le faire exprès, ce rappel. Visiblement excité par des forces obscures, Bongo, au cours d'une conférence de presse convoquée le 26 Septembre dernier à Libreville, a entre autres sujets, parlé de la Namibie. Qu'a déclaré cet ancien président de l'OUA qui, jusqu'à nouvel ordre, reconnaît la SWAPO comme représentant authentique et unique du Peuple Africain de Namibie ? Bongo a raconté que, à son avis, la SWAPO n'est pas le seul représentant du Peuple Namibien. Par conséquent, les autres formations politiques doivent pouvoir participer aux élections libres que les instances internationales devront organiser avant l'accès

sion de la Namibie à l'indépendance. Voilà ce qu'il a déclaré, le Bongo. On n'a pas besoin d'être sorcier, pour comprendre que Bongo parlait, sous l'effet d'excitations américaines et aussi des forces spéciales de la droite négrière française retranchées au Gabon et opposées naturellement au cours nouveau que semble vouloir donner le nouveau pouvoir de gauche français à la politique de la France en Afrique Australe.

Les élucubrations de Bongo ont visiblement l'objectif d'apporter un soutien africain à la fameuse DTA (Demokratische Turnhalle Allianz), regroupement de "partis" fantoches liés aux nazis sud-africains, et dirigé par le fermier raciste blanc Dirk Mudge.

Pour justifier sa demande d'élections libres avant l'indépendance de la Namibie, élections devant être organisées avec la participation sans entrave de tous les partis (c'est-à-dire la DTA de Bongo) — élections libres que Bongo n'a, évidemment jamais organisées au Gabon, mais *cela n'a rien à voir*, dira-t-il —, le Président gabonais s'est livré à un exercice de falsification historique au sujet du...Kamerun ! Pour décoloniser le Kamerun, a affirmé le play-boy de Libreville, la France avait organisé des élections

libres à l'issue desquelles Ahidjo est sorti gagnant, alors que l'UPC dont on parlait beaucoup a été battue...Il a dit ça aussi, le Bongo! Une vraie canaille!

Il est donc évident que les agents secrets de la droite française, embusqués dans les cercles du pouvoir à Libreville, sont entrain de raconter leurs fantasmes à la tête creuse de Bongo . Car, justement, le fait est que c'est l'UPC qui demandait des élections libres, sous l'égide de l'ONU, avant l'indépendance, au Kamerun ! Et c'est un fait que la France magouilla pour empêcher de telles élections. Elle préférerait évidemment remettre le pouvoir (à coup de massacres), à sa marionnette Ahidjo — comme elle² imposé son fantoche Bongo au pouvoir à Libreville à la suite du décès de Léon Mba, autre pion français — de telle sorte que, c'est après l'indépendance, que le tueur procéda à ses mascarades électorales, alors que l'UPC était interdite !

La "gaffe" de Bongo n'est en aucun cas le fruit du hasard. Bongo, en véritable tête creuse, est ici le porte-parole de forces qui manoeuvrent à l'évidence, pour tenter de refaire en Namibie , aujourd'hui, "le coup" de la France néo-colonialiste au Kamerun il y a 20 ans. A savoir, impo-

ser au Peuple Namibien un pouvoir néo-colonial fantoche, alors que ce Peuple a lutté des années entières sous la conduite de son organisation nationaliste : la SWAPO.

Le fait que les impérialistes font monter actuellement au premier rang des tocards comme Bongo Homard, sur cette question namibienne, ce la prouve cependant que leur position n'a pas la force qu'ils croient avoir. Ce fait prouve aussi, encore une fois, que toutes les forces de progrès doivent redoubler leur soutien à la SWAPO de Namibie, afin que, SEULE REPRESENTANTE LEGITIME DU PEUPLE NAMIBIEN, elle conduise son Peuple à l'Indépendance Nationale véritable et au bonheur.

Quant à ce que Bongo a raconté comme sottises sur l'UPC, *"dont il entendra encore beaucoup parler"*, il suffira ici de rappeler à ce crétin que, partout dans le monde, l'on a vu parfois des dictateurs espérer abuser éternellement de leur peuple (Somoza, Bongo, Haïlé Séléssié, Macias Nguéma, etc, etc). L'heure de chacun finit toujours par sonner. Celle d'Ahidjo, inévitablement, sonnera. Elle sonnera d'autant plus que, sous la bannière du MANIDEM que conduit l'UPC, les patriotes kamerunais mènent le

travail d'organisation et de mobilisation nécessaire pour préparer cette fin du régime imposé, il y a plus de 20 ans, à notre pays.

Homard Bongo ne perd rien à attendre. Car cette fin d'Ahidjo et sa clique au Kamerun, pourrait bien être séparée par très peu de temps de celle d'un autre petit roitelet fantoche, fabriqué de toutes pièces par les négriers français, et imposé au Peuple Africain du Gabon : Homard, Albert, BONGO Salamander ! C'est pour cela que nous travaillons à la construction d'une solide Alliance Révolutionnaire des Peuples Africains.

NLATE Emmanuel
Activiste

PAGE... POETIQUE

J'ai vu les hommes de la terre
Mourir de famine
Sur le lopin sec qu'ils cultivaient
Et vous gros-ventres de l'UNC
Occupez les meilleures terres

J'ai vu un Peuple dynamique
Paralysé dans un chômage entretenu
Dans ce pays encore à construire
Et vous capitalistes bourgeois
Investissez dans vos coffres suisses

J'ai vu les enfants nus
J'ai vu les carabottes-bidonvilles
De leurs parents pauvres
Et vous Roitelets-UNC spéculateurs
Vous vous construisez de cossues villas

J'ai vu les hôpitaux sales
Et les malades sans soins
Les enfants qui meurent
Et vous criminels birawandistes
Vous vous soignez en Europe

J'ai vu un Peuple analphabète
Une politique obscurantiste de l'éducation
Et ce travail-là c'était le vôtre
Biraxistes au pouvoir

Et j'ai entendu les plaintes de mon Peuple
J'ai entendu ses cris
J'ai vu le sang rouge
Des fiers enfants de mon pays

Arroser les fleurs de l'espérance
Pour des lendemains qui chantent

Où nous n'aurons plus faim
Où nous travaillerons tous
Serons vêtus
Logés
Tous
Soignés
Instruits
Tous
Où nous vivrons libres
Pour la Démocratie
Et le Socialisme

10.8.81

DJAMI Saddrack

SECHE TES LARMES, O KAMERUN !

Depuis tant et tant d'années,
Le sang innocent de tes fils, de tes filles,
se répand sur ta terre...
Et des camps de la mort,
montent les voix de tes enfants,
torturés, suppliciés...

Aux quatre coins du pays,
Ce sont autant de Tcholiré, Mantoum, Yoko...
Camps de tortures, aux crimes impunis,
Prisons sordides, pour massacrer tes enfants,
Epris de Liberté, de Justice...

Mais sèche tes larmes, ô Kamerun !
N'entends-tu pas, ne vois-tu pas
De ce sang répandu germer l'espoir ?
Ne vois-tu pas l'UPC, notre âme,
Plus forte que jamais... ?
Là-bas, dans les campagnes,

dans chaque coin et recoin,
 se redressent fiers et libres,
 tes enfants dans le MANIDEM !
 Et chaque ville voit,
 briller le regard de tes enfants,
 Unis dans le MANIEM !

Non ! Le sang n'a pas coulé pour rien...!
 De cette terre abreuvée, se dresse le MANIDEM,
 L'étendard, qui sortira le Kamerun de ce tunnel
 Alors, l'heure du renouveau aura sonné...!

O Kamerun, sèche tes larmes,
 Regarde ton Peuple Uni,
 Pour détruire cette gangrène UNC,
 Vois les yeux du Bituré rempli d'effroi
 Et ses gros ventres d'amis, se cacher de peur.

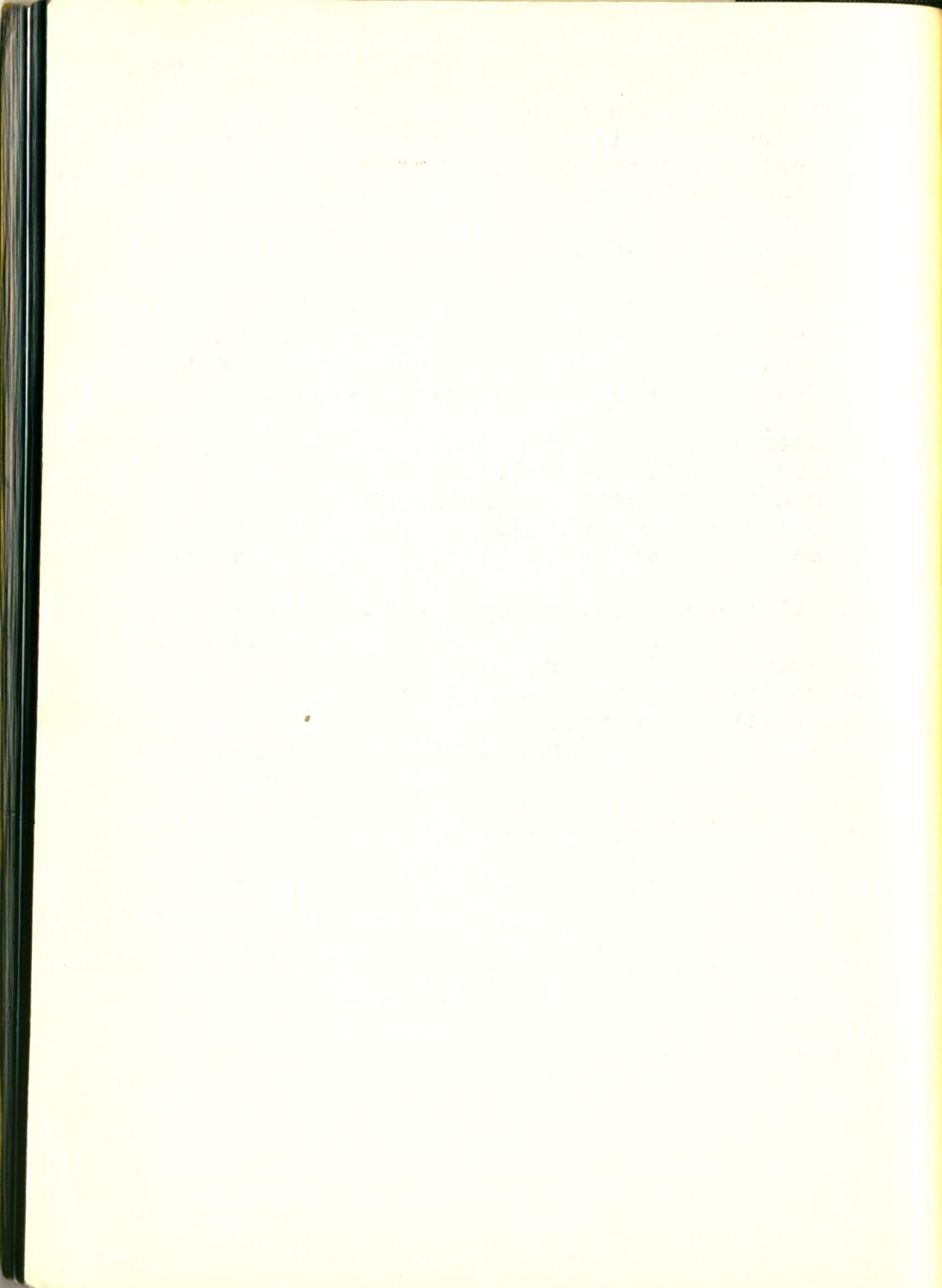
Pareil à nos fleuves impétueux, qui traversent
 la terre,

Du chant de l'espoir,
 Le MANIDEM abreuve tes enfants,
 les invite au combat...
 Plus fort que la Sanaga, il entraîne tes fils,
 tes filles..

Afin que demain, ô Kamerun,
 La Paix, le Bonheur, appartiennent à ton Peuple
 Et qu'à jamais, soient brisées les chaînes de
 ces prisons !

Afin que demain, ô Kamerun,
 Le pays de Um, Moumié et Ouandié
 Soit une terre Africaine de Liberté,
 vibrant à l'unisson des Peuple...!

NGASSI Lydia



YALE UNIVERSITY LIBRARY



3 9002 05734 9756

KAMERUN: 100f cfa

Etranger: 5ff

Imprimerie Spéciale de l'U.P.C.